

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (Xe)

Le Numéro-double : 3 fr.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Octobre noir (*Boris Souvarine*). — Dernières péripéties. — « La Science de la Révolution » (*Primus*). — La Crise du P.C. russe; Amendements à une résolution de Rykov sur la situation économique de l'U.R.S.S. (*L. Trotsky*). — Lettres de Moscou. — La lutte de classes en Russie; Un article de Korsch

(*Karl Textor*). — Faits et Chiffres. — Pour le salut de la Révolution (*H. Roland-Holst*). — Dans l'Internationale; Une déclaration de Trotsky (*L. Trotsky*). — La Révolution russe est en danger (*Cerele Communiste Marx et Lénine*). — Actes et Paroles. — Livres et revues (*A. Patri*).

Octobre noir

Le X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre a été célébré dans un grand paradoxe et parmi de multiples contradictions qui obscurcissent le sens général de l'évolution du premier Etat prolétarien.

Les phénomènes de dégénérescence esquissés ou déjà caractérisés contrastent avec le maintien des affirmations principales et les formes extérieures persistantes d'un régime en cours de transformation interne. Les emblèmes de la Révolution demeurent, mais la Constitution soviétique est devenue document séditieux, comme en France la Constitution de 93 sous le déclin du jacobinisme. La phraséologie révolutionnaire officielle dissimule à peine une politique effective dilatoire. Le bolchévisme contredit pratiquement ses définitions, son origine, sa raison d'être tout en confirmant la lettre de sa doctrine, comme l'Eglise a conservé ses évangiles de pauvreté et de douceur tout en s'adaptant à la richesse et en absolvant les guerres.

Comment le communisme russe est-il passé de sa théorie révolutionnaire à une pratique conservatrice? Ce conservatisme a-t-il le caractère d'une politique tendant à sauvegarder les conquêtes de la Révolution, ou un sens réactionnaire imposé par l'irrésistible pression de nécessités économiques? Et d'abord, quelle est, après dix ans de révolution, la réalité soviétique voilée par les déformations de détracteurs systématiques et d'apologistes intéressés, par les légendes à l'usage des mystiques et des suiveurs?

* * *

Il est révolu, le temps où l'observateur consciencieux pouvait se plaindre d'une insuffisance d'information sur les choses de Russie. On peut même dire que la difficulté, aujourd'hui, pour la plupart des gens, est de s'y reconnaître dans l'amas d'une documentation énorme. Cela justifie une remarque de P. Pascal selon laquelle il est

malaisé de traiter des problèmes russes longtemps faite d'en savoir assez, puis à cause du fardeau d'en savoir trop.

Cette documentation est celle des institutions soviétiques, qu'il ne faut pas confondre avec la littérature de propagande (la confrontation établirait, d'ailleurs, d'étonnantes contradictions). Mais il faut savoir la dépouiller et l'analyser. Les organes dirigeants de l'Etat soviétique peuvent se tromper, mais ils n'ont pas intérêt à s'induire en erreur; les données des uns corrigent ou éclairent celles des autres. Le politicien qui croit pouvoir ruser avec les chiffres est tôt ou tard confondu. Et quelque imparfaite que soit la statistique, elle finit toujours par être révélatrice car la répétition d'une erreur ne nuit pas aux comparaisons.

Mais les phénomènes économiques et sociaux ne sont pas de l'ordre des combinaisons chimiques et les chiffres qui contribuent à les définir n'ont pas la valeur d'équations. Les actions humaines ne sont pas réductibles à des lois comme les réactions physiques. C'est même la raison de la lenteur des progrès de la science sociale. Le déterminisme historique de Marx n'a rien de commun avec le matérialisme caricatural actuellement en honneur dans les partis communistes, où l'on croit obtenir, par de savants pourcentages de prolétaires et de koulaks et d'astucieux dosages de petits-bourgeois, des mélanges communistes...

Les matériaux sèchement documentaires ne sont donc d'aucun secours à ceux qui ignorent l'histoire de la Russie et croient pouvoir se passer des notions d'économie politique, de philosophie, d'éthique constituant le bagage culturel de véritables révolutionnaires. La preuve en est dans la quantité d'erreurs édifiées sur la base de données exactes en elles-mêmes. Si l'on veut faire un bilan réellement significatif de la décade écoulée et, préoccupation capitale, dégager le sens du développement russe, le recours à la méthode marxiste

est indispensable, mais au marxisme dans toute sa richesse, sa souplesse, ses nuances et non à ce simili-marxisme élémentaire, simpliste, mécanique dont les bolcheviks de la décadence font un usage officiel.

Il n'est pas question d'établir ici ce bilan, ni d'entreprendre le tracé de perspectives. Notre rôle est seulement de mettre le lecteur sur la voie, de l'aider à travailler utilement lui-même, de poser ou d'évoquer les problèmes à résoudre, en évitant les signes extérieurs de l'érudition (chiffres et références) qui alourdiraient l'esquisse.

La République soviétique a hérité des classes de l'ancien régime. Que sont-elles devenues ?

L'une a été détruite par la révolution : c'est l'aristocratie, la moins importante dans l'ordre de la production. Les autres ont toutes subsisté. La guerre civile, la dictature et la politique économique n'ont pas été sans les marquer. Mais leurs proportions essentielles n'ont guère varié.

Le prolétariat, décimé par la guerre et partiellement absorbé dans le nouvel Etat, s'est reconstitué à l'ancien effectif. La paysannerie, malgré ses pertes de la guerre et de la famine, conserve toute son avance numérique et sa différenciation interne peut se définir, sans le pédantisme des docteurs ès-question agraire, comme un enrichissement des plus favorisés et tantôt l'appauvrissement, tantôt la stagnation des plus pauvres. La petite bourgeoisie citadine, durement atteinte dans ses commerçants et ses intellectuels, a guéri ses plaies dans l'artisanat et le haut personnel technique et trouve une sensible compensation dans la bureaucratie.

Sans brasser de chiffres, on peut constater une situation dont l'ensemble n'a pas subi d'importante modification (1). Mais dans quel sens ces rapports de classe tendent-ils à se transformer ? La réponse est donnée par les rapports de production.

En nombres absolus, à ne considérer que les entreprises situées en territoire devenu soviétique, sans tenir compte de la qualité des produits (on a constaté officiellement une malfaçon rendant inutilisable une part énorme de la production), en ignorant l'accroissement de la population, le niveau de la production d'avant-guerre paraît atteint. Mais pour qui sait interpréter les chiffres, il ne l'est pas (2).

Quand il le sera, les proportions respectives de l'industrie et de l'agriculture n'auront guère changé mais l'avance de celle-ci est d'ores et déjà certaine. La production marchande agraire progresse plus vite que la production marchande

industrielle. Le rapport numérique entre paysans et prolétaires n'évolue pas en faveur de ceux-ci. Les classes essentielles gardent leur envergure. Seules, certaines catégories de la petite bourgeoisie se sont transformées : apparition et accroissement des « nepmans », nouveaux commerçants adaptés au régime ; développement monstrueux de la bureaucratie ; formation, enfin, d'une sorte de patriciat dont nous aurons beaucoup à parler : les milieux dirigeants du Parti communiste et de l'Etat soviétique.

Ces rapports de classe, déterminés par le régime économique, correspondent de toute évidence à un stade de développement capitaliste de la Russie. La production agraire, base de l'économie russe, est de caractère privé, c'est-à-dire capitaliste ou à tendances capitalistes, les exploitations rurales collectives étant de minime importance. La production industrielle, détenue par l'Etat pour la plus grande part, fournit une plus-value que s'approprie la bureaucratie parasitaire ; sans donner naissance à une bourgeoisie industrielle, elle ne constitue nullement un mode de production « de type socialiste conséquent », comme se plaît à l'affirmer le Parti, opposition comprise. Le capital privé tient une petite partie de l'industrie légère, commence à jouer un rôle dans la production industrielle d'Etat par les sociétés mixtes. Le capital étranger occupe une position encore infime mais les progrès mêmes de l'économie soviétique tendent à l'élargir. L'artisanat n'est pas précisément un mode de production socialiste. Le commerce de gros est principalement tenu par l'Etat, mais au moyen d'un appareil si dispendieux que le profit se résorbe dans les frais généraux. Le commerce de détail, en revanche, est surtout aux mains de particuliers. Les coopératives ne résistent qu'avec l'aide de l'Etat (dotations et crédits) et trafiquent avec les commerçants privés.

Dans sa compétition avec le capitalisme, l'Etat soviétique bénéficie de l'omnipotence politique mais celle-ci ne peut lui assurer seule l'avantage sur le plan de l'économie. Tous les traits caractéristiques de la situation le prouvent. Les prix de revient industriels demeurent exorbitants ; la moyenne des prix de gros est deux fois et demi supérieur à celle du marché extérieur, celle des prix de détail plus élevée encore. Les tentatives de réduction des prix, à coups de circulaires et de phrases creuses, ont naturellement avorté. La production des moyens de production reste misérable. La famine de marchandises est toujours aussi aiguë. Le commerce extérieur n'atteint pas la moitié du niveau d'avant-guerre. Le budget, inférieur à celui de l'ancien régime (3), comporte plus d'impôts indirects qu'en aucun pays capitaliste. Le *standard of life* moyen ne rejoindra celui d'avant-guerre qu'en 1931, d'après les prévisions optimistes de la Commission du Plan (4). Le chômage atteint un million et demi de personnes

(3) Ceux qui racontent que le budget d'avant-guerre est dépassé ignorent que celui-ci ne comportait pas les chapitres actuels de l'industrie et des transports...

(4) Cette appréciation a plus d'intérêt que les chiffres trompeurs sur le « salaire moyen », établis d'une manière aussi dérisoire que cette moyenne des heures de travail dont Ossinsky a illustré son intervention à la Conférence Economique de Genève.

enregistrées, mais en réalité plus du double, et sa tendance à croître sans discontinuer n'est pas niable.

Sur cette base matérielle s'élève un système d'institutions politiques profondément différent des articles correspondants du programme communiste. Les soviets locaux, élus à mains levées sur des listes dressées par les fonctionnaires du Parti de la localité, dans une atmosphère d'intimidation policière et sous une pression administrative et économique ne laissant place à nulle expression révolutionnaire non-conforme aux circulaires officielles, ont des prérogatives de conseils municipaux, le droit d'opinion politique en moins. Les assemblées soviétiques centrales sont des chambres d'enregistrement composées par les organes centraux du Parti, soumises à ceux-ci ou à d'autres organes nommés par ceux-ci. Les syndicats, assujettis à l'organisation parallèle du Parti à tous les échelons, concourent à maintenir l'ordre dans les entreprises, perçoivent des cotisations et répartissent des secours, participent à l'établissement des normes de production, des tarifs, à l'organisation du travail, mais ont le droit d'approuver les décisions prises en dehors d'eux. Dominant ces réseaux de cadres subalternes, le Parti se présente comme un Bureau politique formé par cooptation ; un Comité central choisi par le précédent ; une Commission de contrôle désignée par celui-ci ; des Conférences ou Congrès raréfiés élus sur les indications de la direction ; des Comités régionaux et locaux nommés selon les ordres du centre. Pratiquement, c'est le Secrétariat qui a disposé jusqu'à présent des moyens de composer à son idée ce personnel innombrable. Abstraction faite des dirigeants, l'ensemble constitue cet appareil bureaucratique dont Lénine a pu dire qu'il n'était pas supérieur à celui du tsarisme.

Sans prétendre à faire un tableau complet de la situation, sans traiter des grandes tares sociales du régime (ravages de la vodka, vagabondage d'enfants par centaines de milliers, médiocrité de l'instruction publique, paralysie de la vie intellectuelle), sans même parler des liens qui rattachent l'Union au monde capitaliste, — la réalité soviétique révèle une tendance à la restauration des anciennes classes, à la reprise de leurs luttes, et non à leur suppression ; seules, les catégories féodales sont éliminées ou refoulées. L'exploitation de l'homme par l'homme se développe. Enfin, au lieu d'une substitution de l'administration des choses au gouvernement des individus, — renforcement de la dictature.

Cette tournure générale du processus révolutionnaire est imposée, bien entendu, par les conditions objectives. Les intentions communistes des dirigeants d'aujourd'hui et d'hier ne sont pas en cause, mais leur intelligence politique, leur clairvoyance, leur capacité d'agir. Car dans une situation donnée, le rôle des hommes n'est pas négligeable, selon le sens où il s'exerce.

La bourgeoisie, battue dans la lutte politique, prend lentement sa revanche sur le plan économique. Si elle devait l'emporter, sa victoire économique serait suivie d'une restauration politique à brève échéance. Nous n'en sommes pas encore là.

Mais à mesure qu'elle gagne économiquement du terrain, la bourgeoisie parvient à exercer une certaine influence politique indirecte, amortie par les obstacles de la dictature. C'est justement sur les moyens de parer au danger que les bolcheviks se sont divisés, puis combattus, et que les communistes des autres pays ont pris fait et cause systématiquement pour les plus forts. D'où notre crise.

Ici, nous ne nous payons pas de mots et n'avons jamais cherché à paraître plus « à gauche » que les camarades placés aux responsabilités du pouvoir révolutionnaire. Une attitude conforme à l'intérêt supérieur de la Révolution devait rester étrangère au servilisme envers les puissants du jour comme à la démagogie irresponsable acculée à l'opportunisme dès l'accession au pouvoir. Nous étions aux côtés des bolcheviks aux heures de détresse et de famine, pendant la retraite et lors des revers : nous ne leur reprochions pas de reculer, ne croyant pouvoir faire mieux à leur place ; nous les avons aidés à tenir le coup, sans nous laisser aller à un « gauchisme » facile de surenchère vaine, de dangereux bavardage. Et aujourd'hui encore, selon notre conduite de toujours, nous justifierons le gouvernement soviétique si la pression de besoins économiques ou sociaux incoercibles le contraint à des concessions, à des reculs. A l'impossible, les bolcheviks ne sont pas tenus. Des sacrifices sont concevables pour mieux conserver les conquêtes durables de la Révolution. Il est un conservatisme révolutionnaire, répondant à l'isolement du premier Etat à tendances socialistes, que pas un communiste sérieux ne peut répudier. La *nep* est une politique de compromis : nous ne l'avons pas approuvée en théorie pour la condamner en pratique. Et personne, pas plus Lénine que quiconque, n'a pu prévoir les modalités de sa réalisation.

Mais précisément pour toutes ces raisons, nous avons le devoir de donner notre avis sur la politique à suivre en vue de réduire au minimum les concessions au capitalisme, de conserver et de consolider les positions du prolétariat. Nous jugions nécessaire de faire appel aux ressources profondes de la masse, par des voies démocratiques, pour vaincre la difficulté historique et organiser une République sociale sans précédent, certes non communiste, mais du moins socialiste par le programme et la tendance. C'est ce que nous avons eu de commun avec l'opposition russe de 1923. Dans la suite, celle-ci a subi une évolution complexe : les crises intérieures et les événements extérieurs ; les alliances qu'elle a cru devoir contracter, puis le bloc auquel elle s'est incorporée ; la manière dont elle a été traitée par le pouvoir ; les considérations tactiques ; la personnalité de ses principaux hommes, enfin, — bien des causes, en plus des causes générales de la dégénérescence du bolchévisme, ont contribué à cette évolution d'un courant essentiel de la Révolution, resté foncièrement sain en dépit de ses fautes et dont les mérites apparaîtront avec plus d'évidence avec le recul de l'histoire.

Pour n'avoir pas su faire coopérer, dans l'œuvre d'édification du nouveau régime, les forces qui avaient accompli ensemble la Révolution d'Octobre, le Parti s'est privé d'une aide indis-

est indispensable, mais au marxisme dans toute sa richesse, sa souplesse, ses nuances et non à ce simili-marxisme élémentaire, simpliste, mécanique dont les bolcheviks de la décadence font un usage officiel.

Il n'est pas question d'établir ici ce bilan, ni d'entreprendre le tracé de perspectives. Notre rôle est seulement de mettre le lecteur sur la voie, de l'aider à travailler utilement lui-même, de poser ou d'évoquer les problèmes à résoudre, en évitant les signes extérieurs de l'érudition (chiffres et références) qui alourdiraient l'esquisse.

La République soviétique a hérité des classes de l'ancien régime. Que sont-elles devenues ?

L'une a été détruite par la révolution : c'est l'aristocratie, la moins importante dans l'ordre de la production. Les autres ont toutes subsisté. La guerre civile, la dictature et la politique économique n'ont pas été sans les marquer. Mais leurs proportions essentielles n'ont guère varié.

Le prolétariat, décimé par la guerre et partiellement absorbé dans le nouvel Etat, s'est reconstitué à l'ancien effectif. La paysannerie, malgré ses pertes de la guerre et de la famine, conserve toute son avance numérique et sa différenciation interne peut se définir, sans le pédantisme des docteurs ès-question agraire, comme un enrichissement des plus favorisés et tantôt l'appauvrissement, tantôt la stagnation des plus pauvres. La petite bourgeoisie citadine, durement atteinte dans ses commerçants et ses intellectuels, a guéri ses plaies dans l'artisanat et le haut personnel technique et trouve une sensible compensation dans la bureaucratie.

Sans brasser de chiffres, on peut constater une situation dont l'ensemble n'a pas subi d'importante modification (1). Mais dans quel sens ces rapports de classe tendent-ils à se transformer ? La réponse est donnée par les rapports de production.

En nombres absolus, à ne considérer que les entreprises situées en territoire devenu soviétique, sans tenir compte de la qualité des produits (on a constaté officiellement une malfaçon rendant inutilisable une part énorme de la production), en ignorant l'accroissement de la population, le niveau de la production d'avant-guerre paraît atteint. Mais pour qui sait interpréter les chiffres, il ne l'est pas (2).

Quand il le sera, les proportions respectives de l'industrie et de l'agriculture n'auront guère changé mais l'avance de celle-ci est d'ores et déjà certaine. La production marchande agraire progresse plus vite que la production marchande

industrielle. Le rapport numérique entre paysans et prolétaires n'évolue pas en faveur de ceux-ci. Les classes essentielles gardent leur envergure. Seules, certaines catégories de la petite bourgeoisie se sont transformées : apparition et accroissement des « nepmans », nouveaux commerçants adaptés au régime ; développement monstrueux de la bureaucratie ; formation, enfin, d'une sorte de patriciat dont nous aurons beaucoup à parler : les milieux dirigeants du Parti communiste et de l'Etat soviétique.

Ces rapports de classe, déterminés par le régime économique, correspondent de toute évidence à un stade de développement capitaliste de la Russie. La production agraire, base de l'économie russe, est de caractère privé, c'est-à-dire capitaliste ou à tendances capitalistes, les exploitations rurales collectives étant de minime importance. La production industrielle, détenue par l'Etat pour la plus grande part, fournit une plus-value que s'approprie la bureaucratie parasitaire ; sans donner naissance à une bourgeoisie industrielle, elle ne constitue nullement un mode de production « de type socialiste conséquent », comme se plaît à l'affirmer le Parti, opposition comprise. Le capital privé tient une petite partie de l'industrie légère, commence à jouer un rôle dans la production industrielle d'Etat par les sociétés mixtes. Le capital étranger occupe une position encore infime mais les progrès mêmes de l'économie soviétique tendent à l'élargir. L'artisanat n'est pas précisément un mode de production socialiste. Le commerce de gros est principalement tenu par l'Etat, mais au moyen d'un appareil si dispendieux que le profit se résorbe dans les frais généraux. Le commerce de détail, en revanche, est surtout aux mains de particuliers. Les coopératives ne résistent qu'avec l'aide de l'Etat (dotations et crédits) et trafiquent avec les commerçants privés.

Dans sa compétition avec le capitalisme, l'Etat soviétique bénéficie de l'omnipotence politique mais celle-ci ne peut lui assurer seule l'avantage sur le plan de l'économie. Tous les traits caractéristiques de la situation le prouvent. Les prix de revient industriels demeurent exorbitants ; la moyenne des prix de gros est deux fois et demi supérieure à celle du marché extérieur, celle des prix de détail plus élevée encore. Les tentatives de réduction des prix, à coups de circulaires et de phrases creuses, ont naturellement avorté. La production des moyens de production reste misérable. La famine de marchandises est toujours aussi aiguë. Le commerce extérieur n'atteint pas la moitié du niveau d'avant-guerre. Le budget, inférieur à celui de l'ancien régime (3), comporte plus d'impôts indirects qu'en aucun pays capitaliste. Le *standard of life* moyen ne rejoindra celui d'avant-guerre qu'en 1931, d'après les prévisions optimistes de la Commission du Plan (4). Le chômage atteint un million et demi de personnes

(3) Ceux qui racontent que le budget d'avant-guerre est dépassé ignorent que celui-ci ne comportait pas les chapitres actuels de l'industrie et des transports...

(4) Cette appréciation a plus d'intérêt que les chiffres trompeurs sur le « salaire moyen », établis d'une manière aussi dérisoire que cette moyenne des heures de travail dont Ossinsky a illustré son intervention à la Conférence Economique de Genève.

enregistrées, mais en réalité plus du double, et sa tendance à croître sans discontinuer n'est pas niabile.

Sur cette base matérielle s'élève un système d'institutions politiques profondément différent des articles correspondants du programme communiste. Les soviets locaux, élus à mains levées sur des listes dressées par les fonctionnaires du Parti de la localité, dans une atmosphère d'intimidation policière et sous une pression administrative et économique ne laissant place à nulle expression révolutionnaire non-conforme aux circulaires officielles, ont des prérogatives de conseils municipaux, le droit d'opinion politique en moins. Les assemblées soviétiques centrales sont des chambres d'enregistrement composées par les organes centraux du Parti, soumises à ceux-ci ou à d'autres organes nommés par ceux-ci. Les syndicats, assujettis à l'organisation parallèle du Parti à tous les échelons, concourent à maintenir l'ordre dans les entreprises, perçoivent des cotisations et répartissent des secours, participent à l'établissement des normes de production, des tarifs, à l'organisation du travail, mais ont le droit d'approuver les décisions prises en dehors d'eux. Dominant ces réseaux de cadres subalternes, le Parti se présente comme un Bureau politique formé par cooptation ; un Comité central choisi par le précédent ; une Commission de contrôle désignée par celui-ci ; des Conférences ou Congrès raréfiés élus sur les indications de la direction ; des Comités régionaux et locaux nommés selon les ordres du centre. Pratiquement, c'est le Secrétariat qui a disposé jusqu'à présent des moyens de composer à son idée ce personnel innombrable. Abstraction faite des dirigeants, l'ensemble constitue cet appareil bureaucratique dont Lénine a pu dire qu'il n'était pas supérieur à celui du tsarisme.

Sans prétendre à faire un tableau complet de la situation, sans traiter des grandes tares sociales du régime (ravages de la vodka, vagabondage d'enfants par centaines de milliers, médiocrité de l'instruction publique, paralysie de la vie intellectuelle), sans même parler des liens qui rattachent l'Union au monde capitaliste, — la réalité soviétique révèle une tendance à la restauration des anciennes classes, à la reprise de leurs luttes, et non à leur suppression ; seules, les catégories féodales sont éliminées ou refoulées. L'exploitation de l'homme par l'homme se développe. Enfin, au lieu d'une substitution de l'administration des choses au gouvernement des individus, — renforcement de la dictature.

Cette tournure générale du processus révolutionnaire est imposée, bien entendu, par les conditions objectives. Les intentions communistes des dirigeants d'aujourd'hui et d'hier ne sont pas en cause, mais leur intelligence politique, leur clairvoyance, leur capacité d'agir. Car dans une situation donnée, le rôle des hommes n'est pas négligeable, selon le sens où il s'exerce.

La bourgeoisie, battue dans la lutte politique, prend lentement sa revanche sur le plan économique. Si elle devait l'emporter, sa victoire économique serait suivie d'une restauration politique à brève échéance. Nous n'en sommes pas encore là.

Mais à mesure qu'elle gagne économiquement du terrain, la bourgeoisie parvient à exercer une certaine influence politique indirecte, amortie par les obstacles de la dictature. C'est justement sur les moyens de parer au danger que les bolcheviks se sont divisés, puis combattus, et que les communistes des autres pays ont pris fait et cause systématiquement pour les plus forts. D'où notre crise.

Ici, nous ne nous payons pas de mots et n'avons jamais cherché à paraître plus « à gauche » que les camarades placés aux responsabilités du pouvoir révolutionnaire. Une attitude conforme à l'intérêt supérieur de la Révolution devait rester étrangère au servilisme envers les puissants du jour comme à la démagogie irresponsable acculée à l'opportunisme dès l'accession au pouvoir. Nous étions aux côtés des bolcheviks aux heures de détresse et de famine, pendant la retraite et lors des revers : nous ne leur reprochions pas de reculer, ne croyant pouvoir faire mieux à leur place ; nous les avons aidés à tenir le coup, sans nous laisser aller à un « gauchisme » facile de surenchère vaine, de dangereux bavardage. Et aujourd'hui encore, selon notre conduite de toujours, nous justifierons le gouvernement soviétique si la pression de besoins économiques ou sociaux incoercibles le contraint à des concessions, à des reculs. A l'impossible, les bolcheviks ne sont pas tenus. Des sacrifices sont concevables pour mieux conserver les conquêtes durables de la Révolution. Il est un conservatisme révolutionnaire, répondant à l'isolement du premier Etat à tendances socialistes, que pas un communiste sérieux ne peut répudier. La *nep* est une politique de compromis : nous ne l'avons pas approuvée en théorie pour la condamner en pratique. Et personne, pas plus Lénine que quiconque, n'a pu prévoir les modalités de sa réalisation.

Mais précisément pour toutes ces raisons, nous avons le devoir de donner notre avis sur la politique à suivre en vue de réduire au minimum les concessions au capitalisme, de conserver et de consolider les positions du prolétariat. Nous jugions nécessaire de faire appel aux ressources profondes de la masse, par des voies démocratiques, pour vaincre la difficulté historique et organiser une République sociale sans précédent, certes non communiste, mais du moins socialiste par le programme et la tendance. C'est ce que nous avons eu de commun avec l'opposition russe de 1923. Dans la suite, celle-ci a subi une évolution complexe : les crises intérieures et les événements extérieurs ; les alliances qu'elle a cru devoir contracter, puis le bloc auquel elle s'est incorporée ; la manière dont elle a été traitée par le pouvoir ; les considérations tactiques ; la personnalité de ses principaux hommes, enfin, — bien des causes, en plus des causes générales de la dégénérescence du bolchévisme, ont contribué à cette évolution d'un courant essentiel de la Révolution, resté foncièrement sain en dépit de ses fautes et dont les mérites apparaîtront avec plus d'évidence avec le recul de l'histoire.

Pour n'avoir pas su faire coopérer, dans l'œuvre d'édification du nouveau régime, les forces qui avaient accompli ensemble la Révolution d'Octobre, le Parti s'est privé d'une aide indis-

(1) Mais les statistiques, que nous ne voulons pas mettre ici à contribution, confirment en tous points le tableau.

(2) Depuis 1924, c'est-à-dire depuis quatre ans, des apologistes professionnels osent raconter que le niveau de production d'avant-guerre est dépassé. Ils n'y parviennent qu'en totalisant les tonnes d'acier et les boîtes de cigarettes, les locomotives et les bouteilles de vodka. Ils comparent les roubles-or aux roubles-tchervontsi (qui valent moitié moins). Ils ne tiennent compte ni de la perte de régions industrielles importantes, ni de la malfaçon, ni de l'accroissement de la population. En revanche, ils tirent grand effet de comparaisons relatives à la production de 1919-1920, tombée pour ainsi dire à zéro. Et ils ne rougissent pas d'affirmer que l'U.R.S.S. l'emporte sur le rythme de la productivité capitaliste.

pensable et condamné à employer la répression comme exclusif moyen d'imposer sa politique (fût-ce à ses propres partisans), à prolonger bien au delà des besoins de la défense du pays une forme de dictature de moins en moins compatible avec les nécessités économiques, à concéder aux paysans plus qu'aux ouvriers, à céder devant la bourgeoisie plutôt que devant son élite prolétarienne, à consentir des abandons qu'il était possible d'éviter ou tout au moins d'ajourner. Temps perdu, terrain perdu, richesses perdues, forces perdues : et pourtant, si vastes ont été les conquêtes de la guerre civile que tout est loin d'être perdu, qu'il y a beaucoup encore à sauver.

Mais pour y voir clair, dans la confusion résultant de plusieurs années de luttes intestines où personne n'a eu le monopole de l'erreur, dans l'enchevêtrement de multiples contradictions économiques, politiques et tactiques, il faut se garder d'adopter purement et simplement les singuliers assemblages d'idées improvisés au cours de la crise par les principaux groupes, au fur et à mesure des exigences de l'actualité et de la polémique.

Dans de précédents articles⁽⁵⁾, nous avons indiqués une série de désaccords entre l'opposition russe et la nôtre. Nos divergences avec la majorité sont mieux connues. Mais nous retardons toujours sur la marche des événements, pour de strictes raisons matérielles, et, en plus de nos lacunes, les commentaires de l'adversaire ajoutent à une certaine confusion. Une récapitulation de nos critiques du bolchévisme dévoyé s'impose. Elles risquent de ne satisfaire personne dans notre mouvement en pleine démoralisation où même des camarades se croyant sérieusement « opposants » ramènent tout à des critères simplistes de droite et de gauche, à un « léninisme » à la mode parallèle au « trotskisme » inventé par d'autres pour y classer tout contradictoire, à des « habiletés » dont le bilan est un désastre sans exemple dans nos annales. Mais nous pensons que dans la période actuelle, selon l'opinion de Marx après la défaite de Juin 1848, le prolétariat est obligé « de se relever par des victoires intellectuelles » ; il n'en prendrait pas le chemin en se nourrissant de clichés et de formules.

Au cours de ces dix années, le Parti bolchévique a profondément changé, dans sa composition comme en son idéologie. La majorité des membres y sont entrés depuis 1924, c'est-à-dire après la victoire militaire de la révolution, après la disparition de Lénine, après le début de la grande crise actuelle et le premier échec de l'opposition. Le gros de cette « levée de Lénine » est constitué essentiellement d'éléments arriérés, suiveurs, dociles, ignorants, n'ayant de communiste qu'une intention vague, adhérents d'après la bataille pour des motifs... d'assurance sociale d'ailleurs très légitimes. Cette masse peu consciente et soucieuse du lendemain voterait n'importe quoi. La « vieille garde », thème à littérature, aspire au repos et se gare des coups. Avec un tel parti, la direction peut tout se permettre et l'on comprend qu'elle ait cultivé le fétichisme de cet instrument, entre-

tenu et théorisé la mentalité « de parti » (la langue russe s'est prêtée à des dérivés du mot « parti » mal traduisibles : parti-isme, sans-parti, sans-parti-isme, parti-ment, à la parti, etc., exprimant bien la déformation qui oppose le Parti à la classe). Mais que l'opposition ait donné dans cette déviation, qu'elle n'ait pas su différencier la réalité du Parti de sa définition théorique, voilà qui aide à comprendre bien des choses.

Le Parti forme une nouvelle classe privilégiée tout en comprenant plusieurs classes au second degré : un prolétariat d'humbles militants confinés aux pénibles besognes, à l'héroïsme obscur quotidien ; une aristocratie intellectuelle ou pseudo-telle, accaparant les hautes fonctions ; des catégories intermédiaires réparties aux divers étages de l'administration publique ou économique. Ce patriciat jouit d'une vie matérielle modeste⁽⁶⁾, mais assurée ; à peu près garanti contre le chômage, il bénéficie de divers avantages, très appréciables dans la médiocrité de l'existence générale ; mais son privilège essentiel est le monopole de l'activité politique. Le Parti n'est plus une fraction du prolétariat : il se trouve au dessus. Ses intérêts ne s'identifient plus à ceux de la classe. Il y a le Parti, et il y a le reste.

Cela s'explique aisément par son recrutement, son régime intérieur et extérieur. L'opposition, pourtant, n'a pas compris la transformation et elle aussi est restée étrangère à la masse. Elle aussi a entretenu le fétichisme du Parti. Longtemps incapable de remonter à ses origines communistes, elle a eu, elle aussi, ses aristocrates dans les ambassades et les organes économiques ou administratifs supérieurs, son prolétariat dans les fabriques, son régime intérieur avec des leaders dépositaires de toute science, de toute autorité, et des suiveurs. Elle s'est payée de mots, nourrie d'illusions, laissée gagner par cette alchimie sociale à terminologie marxiste dénoncée ici, le tout ne pouvant conduire⁽⁷⁾ qu'à des manifestations ratées — héroïsme inutile ou capitulation indigne ; — à un gaspillage de prestige, à une perte de temps, à une déperdition d'hommes, à un désarroi des meilleures forces.

« Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti », disait Trotsky au Congrès de 1924, paraphrasant la formule des patriotes anglais : « *Wright or wrong, my country* », et il ajoutait : le Parti, en dernier ressort, ne peut se tromper. Oui, sur un plan théorique abstrait. Mais si les conditions de temps historique, de milieu social, de culture politique font du Parti une sorte de classe distincte ? S'il n'est plus le Parti selon sa définition, s'il devient un but en soi au lieu de rester un moyen ? Chliapnikov considérerait comme une victoire l'entrée au Parti de cette « levée de Lénine » qui augmentait le pourcentage d'ouvriers et... accroissait automatiquement les majorités massives, garantissait les unanimités cent pour cent contre

(6) Il y existe évidemment des profiteurs et des jouisseurs, mais en petit nombre.

(7) Il ne s'agit pas d'appréciation formulée après coup, mais de l'opinion même dont nous faisons part au milieu de 1926, et bien avant, à des interprètes responsables de l'opposition. Ceux-ci croyaient avoir réponse à tout en opposant des données économiques à la « psychologie ». Marxisme simpliste, dont nous discuterons. Mais les faits sont là.

(5) *Révolution prolétarienne* d'août, septembre, octobre, novembre 1926. *Bulletin Communiste*, année 1927.

les porte-paroles du prolétariat. Conceptions abstraites de l'ouvrier, du Parti, de la classe, de la société, conception mécanique des relations entre les rapports de production et l'idéologie, trahissant un déclin intellectuel, une altération du marxisme.

Vulgaire et caricatural chez les dirigeants, rigide et livresque dans l'opposition, le néo-marxisme bolchévique reflète la situation plus haut décrite mais, à son tour, détermine des aberrations dont on chercherait en vain l'origine matérielle directe... Combien Lénine avait raison de dénoncer l'incapacité dialectique de ce Boukharine qui se trouve être, non par un pur hasard, le fournisseur officiel d'idées du Parti. Or, absence de dialectique dit marxisme sans âme. Et combien d'opposants ressemblent à s'y méprendre aux disciples de Boukharine, par le mécanisme de la pensée, la méthode d'analyse et d'interprétation des phénomènes sociaux ? Là encore, les frères ennemis sont bien frères, et il serait trop simple de donner raison aux uns, tort aux autres. Le Parti dans son ensemble subit une même déviation. Seules, de fortes personnalités y échappent dans une certaine mesure, heureusement grandissante avec les épreuves, mais elles ne peuvent ne pas être des communistes russes de leur époque. Un Trotsky, avec son intelligence phénoménale et sa puissance surhumaine, un Radek avec ses dons exceptionnels de compréhension, d'assimilation, d'orientation restent des hommes de leur mouvement et leurs qualités mêmes donnent de l'ampleur à leurs erreurs. Il y aurait trop à dire sur ce chapitre, devant un public non préparé.

L'ersatz de marxisme dont nous parlons est une simplification outrancière du vrai marxisme, rendu primaire par l'oubli de la dialectique et d'un matérialisme grossier par l'ignorance de tout élément d'appréciation non-économique. Compliqué d'un activisme prétendu gauchiste, il conduit le Parti, qui lui-même conduit la Russie soviétique et l'Internationale Communiste, aux pires défaites. On a connu, dans le passé, des marxistes enclins à simplifier la conception du maître et à l'appliquer hors de propos ; Lafargue s'est livré à de ces fantaisies, mais c'était exercice intellectuel sans danger, sans prétention à faire école ni surtout à s'imposer par la force. Les déviations du bolchévisme mènent aux exécutions de Reval, aux massacres de Sofia, aux boucheries de Changhaï et de Canton. En Russie, elles conduisent à traiter la population comme matière première, à espérer tantôt les paysans, tantôt les ouvriers, à provoquer soit une insurrection en Géorgie, soit une grève à Ivanovo-Vosnessensk, quitte à les apaiser par des concessions contrastant avec de précédentes rigueurs, sans que cette gymnastique incohérente implique le moindre profit pour le communisme.

Ce n'est pas non plus un hasard si la crise du Parti a coïncidé avec l'apparition d'un nouveau terme correspondant à la nouvelle idéologie officielle : le léninisme⁽⁸⁾. Lénine se contentait

(8) Quand nous disons « nouvelle » nous entendons la forme achevée. Les germes en sont évidemment bien antérieurs, et c'est un sujet de discussion classique entre gens qui connaissent l'histoire du bolchévisme. Avant 1923, la pensée du Parti n'était pas parfaite, mais le meilleur l'emportait sur le pire. Après la disparition de Lénine, c'est le contraire qui s'est imposé.

d'être marxiste, mais le marxisme implique une faculté critique en éveil, un renouvellement constant de la pensée en contact de la réalité changeante, une absorption permanente de données neuves, et les héritiers de Lénine avaient besoin d'un dogme. Ils l'ont constitué d'un ensemble de formules, de citations, de notions toutes prêtes et l'ont imposé au moyen de leur appareil d'Etat. Substituant à l'esprit révolutionnaire une mystique de circonstance, entretenant celle-ci par les procédés éprouvés des religions, défiant Lénine et béatifiant ses compagnons disparus, réprimant l'hérésie et châtiant l'incrédulité, ils ont stérilisé les adeptes de la foi nouvelle, abaissé le niveau culturel du Parti et de son entourage, asservi une masse au lieu de l'affranchir. Il faut bien, n'est-ce pas, une religion pour le peuple... « *La religion est l'opium du peuple* » écrivait Marx dans sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel* ; le léninisme est l'opium de l'Internationale.

L'opposition a commis la faute impardonnable de donner dans ce léninisme. Elle a respecté la momification du corps de Lénine et la momification de son œuvre. Elle a récité des versets, découpé les *Œuvres complètes*. Elle a admis le dogme de l'infailibilité léninienne. Elle a contribué à monter la machinerie religieuse sous laquelle elle s'est fait écraser. Robespierre avait eu le courage de s'élever contre la panthéonisation de Marat, au risque de se faire traiter de « jaloux » ; en Russie, personne n'a osé résister à l'embaumement du « vieux » qui, après Engels, se réclamait des philosophes matérialistes français du XVIII^e siècle. Dans nous ne savons plus quel discours, ou quel article, ou quelle thèse — littérature opaque déjà tombée dans l'oubli — Zinoviev injurait le rédacteur du *Bulletin* coupable d'avoir publié un article irrespectueux envers le mausolée de Lénine : « il a craché sur le mausolée », disait-il. A son habitude, Zinoviev se trompait. Si le mausolée était à notre portée, ce n'est pas un crachat que nous lui destinerions mais une allumette, accomplissant ainsi ce double devoir : incinérer un cadavre et faire monter de la Place Rouge la flamme symbolique de la révolution.

Dans le complexe du léninisme, il est un poison tout particulier : l'immoralisme, que les adeptes prennent pour le fin du fin de l'habileté politique. Il paraît que tout est permis, « dans l'intérêt de la cause », mais comme il reste à définir celui-ci, chacun peut se donner licence en forgeant une définition avantageuse. On cite une phrase de Lénine sur un certain mensonge et le premier menteur venu se croit léniniste en mentant. L'opposition n'est pas exempte de ce travers ; elle est descendue au niveau de ses adversaires sous prétexte de lutter à armes égales. Et l'éthique révolutionnaire ? Préjugé bourgeois, sans doute. Encore un de nos désaccords : nous ne voulons pas être de ces prétendus « réalistes » pour qui la fin justifie les moyens et qu'on appelait dans les milieux anarchistes français, un quart de siècle auparavant, des « sans-scrupules conscients ». Surtout, nous répugnons au mensonge. « ... Si le mensonge peut servir un moment, il est nécessairement nuisible à la longue, et au contraire la vérité sert nécessairement à la longue, bien qu'il puisse arriver qu'elle nuise dans le moment » disait Diderot dans ce *Neveu de Rameau* qu'Engels

regardait comme « le chef-d'œuvre de la dialectique ».

Les bolchéviks emploient souvent un vocabulaire intraduisible mais qui ferait littéralement, en français : *sansprincipisme* (absence de principes). Les deux parties se le jettent à la tête. Le plus curieux, c'est qu'elles ont — enfin — toutes deux raison ; mais cela implique qu'elles ont également tort de le mériter. Ces « sans-principes conscients » croient pouvoir tout réduire à des rapports de forces mais leurs savantes combinaisons de forces deviennent des amalgames de faiblesses. La formation du bloc disparate de l'opposition est encore dans toutes les mémoires : l'expérience prononcera. Mais dans n'importe quel cas, nous maintiendrons que toute tactique doit être mise au service de principes et que ceux-ci ne peuvent être subordonnés à celle-là.

Atteintes de la même dégénérescence, l'opposition y résiste mieux que la majorité, grâce à son attitude critique initiale, aux persécutions qu'elle subit, à la supériorité de ses hommes, au développement des antagonismes de classe en Russie. C'est elle, en fin de compte, qui se ressaisira la première et assainira sa pensée aux sources du marxisme. Son évolution récente, conséquence de discussions intérieures et des nécessités de la lutte, sa « plate-forme », document d'intérêt cardinal marquant un immense progrès sur tous ses programmes antérieurs, l'indiquent. Les communistes des autres pays ne peuvent l'y aider que par leur propre travail chez eux et leur critique amicale. Sans pouvoir, cette fois encore, faire une étude en règle de ses erreurs ni l'analyse de ses thèses, nous indiquerons du moins ses points faibles révélant la part qui lui revient dans les responsabilités de sa défaite.

L'opposition a eu l'inoubliable mérite de descendre dans l'arène, en 1923, pour la démocratisation du Parti, étape nécessaire vers la démocratie soviétique. Les adhésions sûres qu'elle a gagnées lui sont venues de là. Mais elle ne s'est pas assez différenciée de la majorité à cet égard. Longtemps, elle n'a parlé que de « démocratie du Parti », en vertu de la distinction déjà connue entre le Parti et le prolétariat, rendant ainsi sa revendication indifférente à la masse. Jusqu'à sa dernière « plate-forme », elle ne l'étendait pas aux syndicats ni aux soviets. Elle a donné l'impression de vouloir seulement supplanter les maîtres du pouvoir et de n'avoir songé à la démocratie que pour y parvenir, impression fâcheusement confirmée par le concours d'un démocrate à la Zinoviev. Elle partage encore l'aberration qui, dans une juste dénonciation de la démocratie bourgeoise, implique aveuglément toute démocratie, oubliant notre rôle principal de champions de la démocratie authentique, celle que les socialistes et les communistes de toujours appelaient démocratie sociale.

Si la pratique bourgeoise, elle-même produit de contradictions historiques, a donné un sens particulier aux mots de liberté et de démocratie, ce n'est pas à nous de renoncer au contenu qu'ils impliquent dans la pensée socialiste, en dépit de la gêne que peut comporter l'emploi d'un voca-

bulaire non renouvelable à volonté. L'opposition n'a pas su se faire l'interprète des aspirations démocratiques du prolétariat, tout en s'affirmant démocratique dans une acception trop restrictive. Pour explicable que soit son erreur, au sortir d'une rude période dictatoriale inévitable, et par le souci de refouler le démocratisme vulgaire des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, la faute n'en est pas moins lourde et coûteuse. Nous pensons, avec Rosa Luxembourg, que la dictature communiste « consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition ». Lénine voyait dans l'ordre soviétique un moyen de porter au maximum la véritable démocratie ; il l'a dit en termes qui feraient crier Staline à la contre-révolution si quelqu'un s'avisait de les publier maintenant sous une autre signature.

Comme la majorité, l'opposition a perdu de vue que la terreur est justifiable et efficace comme moyen de défense, mais non comme système de gouvernement. Il ne suffit pas qu'elle soit exercée dans le sens historique de l'ascension du prolétariat. Si les circonstances ne la rendent point légitime, son érection de procédé exceptionnel en méthode permanente affaiblit le régime qu'on prétend renforcer, même à ne considérer que l'ordre politique. Sur le plan économique, il est insensé de vouloir résoudre des problèmes de production et d'échange, trancher des difficultés budgétaires par des mesures policières ; les phénomènes économiques demandent l'intervention de moyens économiques, l'emploi de la force n'étant fécond, comme adjuvant, qu'en certains cas déterminés et dans l'intérêt évident de la majorité laborieuse. La révolution stabilisée a besoin de légalité. La prolongation d'un pouvoir dictatorial improvisé dans certaines conditions dégénère en arbitraire au delà de la phase historique qui l'avait rendu indispensable. De même que l'Etat, instrument des classes dirigeantes, acquiert peu à peu des intérêts distincts, la dictature du parti soviétique finit par trouver en soi une raison d'être, opposée au progrès des institutions prolétariennes.

L'opposition et la majorité ont rivalisé de démagogie par leur commune tactique de « gauchisme » dans le mauvais sens du terme. Quand la nécessité objective impose la retraite, le compromis ou les concessions, rien ne sert de faire les farauds avec de grandes phrases révolutionnaires. Il convient de définir avec exactitude les positions prises, d'éclairer la conscience du prolétariat, non de créer ou d'alimenter des illusions préparant le découragement et la débandade. Rien n'est plus à gauche qu'une juste analyse de la situation et une politique appropriée, vérifiables aux résultats, et au delà desquelles, même « à gauche », il n'y a qu'illusions dangereuses, bavardage stérile ou péril de mort. C'est dans ce sens que Camille Desmoulins avait raison de dire, à certaine heure, qu'au delà de Marat il n'y avait qu'extravagance.

Le pseudo-gauchisme des uns et des autres se traduit par des erreurs monumentales tantôt de leur commune politique, tantôt de leurs politiques respectives aux différences extérieures mais d'essence identique. C'est la conception du front unique comme manœuvre grossière, opposée à

ce « front unique honnête » reproché à Radek, avec opérations « par en haut » et « par en bas » (mais entre le haut et le bas ?) et dont les effets, après six années de pauvres malices cousues de fil rouge, se chiffrent au dessous de zéro. C'est la lutte de la minorité communiste internationale contre l'ensemble de la classe ouvrière des deux mondes, sous prétexte de combattre ses erreurs et ses « chefs », comme si le rôle d'une avant-garde (c'est elle qui se prétend telle) était de tirer sur le gros de l'armée... C'est le maintien d'une Internationale Syndicale rouge absolument dépendante du parti communiste russe, obstacle permanent à l'unité syndicale, et l'entretien artificiel de centrales syndicales révolutionnaires perpétuant la scission dans plusieurs pays. C'est la distinction fallacieuse affirmée entre l'Etat soviétique et l'Internationale Communiste, permettant d'indignes désaveux réciproques, et justifiant d'injustifiables contradictions entre des politiques qui devraient être une par définition sans pour cela coïncider dans toutes leurs manifestations. C'est l'excédante manie de crier à la guerre à tout propos, sans motivation sérieuse, pour ne réussir qu'à créer des paniques en Russie et à déconsidérer le pouvoir soviétique devant les travailleurs les plus conscients partout.

Dans tout cela, l'opposition et la majorité ont des responsabilités partagées. Le meilleur service à leur rendre est de les dénoncer sans complaisance.

Quand nous mettons en cause « l'opposition », on doit comprendre une sorte d'opinion moyenne de celle-ci, à travers ses vicissitudes, ses différends et compromis intérieurs, et avoir en vue sa pratique, non les manifestations littéraires de certains leaders. Depuis ses origines, elle a sensiblement changé et ne cesse d'évoluer. Elle a connu des blocs et des ruptures. Elle a reçu de ses théoriciens des idées parfois contradictoires. Il serait important d'analyser ses tendances, l'apport des divers groupes, le rôle des hommes, mais cela exigerait une étude spéciale. De même, la majorité n'est unifiée qu'en apparence ; de sourdes dissensions la travaillent et la disloquent. C'est encore une erreur de l'opposition d'avoir, par sa tactique, plusieurs fois rassemblé contre elle des éléments dissociables, comme c'est une autre erreur d'avoir rassemblé en elle des éléments incompatibles : une politique à longue portée, tendant à clarifier les idées du Parti et non à reconquérir à bref délai le pouvoir, eût été plus féconde.

Dans l'opposition se sont mal fondus les divers courants que Lénine a su briser dans les cinq premières années de la Révolution tout en leur empruntant des idées saines, comme Robespierre avait su enrayer les progrès d'une aile débordante sans lui laisser le monopole des revendications populaires. Mais tandis que l'impatience révolutionnaire s'affirme ouvertement et se précipite à des combats prématurés, les tendances restauratrices, silencieuses et patientes, font lentement leur œuvre ; reste à savoir si le cours pacifique des luttes intérieures de la révolution russe aura sauvé de la force des communistes pour résister à l'attaque future des forces

rétrogrades accumulées. Il dépend encore beaucoup de l'opposition de jouer un rôle primordial dans le grand conflit qui vient. Puisse-t-elle s'unifier réellement sur la base des principes et non dans un soit-disant « bloc » réalisé à la faveur de marchandages. Ce n'est pas en recherchant de petits succès immédiats qu'elle fera de vrais progrès ; elle doit travailler pour l'avenir, et, à cette fin, prendre plus clairement conscience de la situation, des perspectives, des forces en jeu, et savoir sacrifier des concours dont le renfort numérique ne compensera jamais l'irresponsabilité intrinsèque. Si un enseignement se dégage de la pratique de Lénine pendant quinze années de préparation de la révolution, c'est bien qu'il est préférable d'avoir raison tout seul ou à un petit nombre que de chercher un compromis entre la vérité et l'erreur pour additionner des forces vouées au désarroi à la première épreuve.

L'opposition, malgré son incapacité de se dégager jusqu'à présent d'erreurs collectives, a des mérites notoires qui en font la fraction la plus consciente du communisme russe et lui valent la solidarité des fractions les plus conscientes du communisme international : son attitude critique, ses revendications démocratiques, son internationalisme, son orientation vers la civilisation industrielle, pour la production selon un plan d'ensemble ; pour la prépondérance de l'influence prolétarienne. Avec cela, elle commet la faute capitale de verser dans l'utopie d'une sorte de supplément de révolution alors que toutes les données du problème confirment en les accentuant les raisons de la *nep*, que le développement économique de la Russie réclame des capitaux et non de l'éloquence, et que la stabilisation du capitalisme et la déchéance des partis communistes invitent l'Union Soviétique à compter essentiellement sur elle-même.

La majorité, riche de la plupart des erreurs de l'opposition en plus des siennes propres, domine celle-ci d'une supériorité indéniable : elle traduit une aspiration générale au repos politique, au travail paisible, à l'évitement des risques et des aventures. Son effort d'équilibre social correspond, pour un temps, à un impérieux besoin de psychologie collective. Rivalisant de gauchisme verbal avec l'opposition, elle est incapable d'élaborer une politique internationale conséquente avec sa politique intérieure, elle-même contradictoire ; par tactique, elle n'a pas encore formulé son vrai programme, attendant l'usure de l'opposition qui a fait naïvement son jeu ; la formulation de ses tendances réelles rejettera certainement de nouvelles forces vers l'opposition, qui n'a pas su favoriser l'événement ni attendre son heure. Les vaincus d'aujourd'hui peuvent être appelés en renfort dans la prochaine lutte entre les vainqueurs, contre le danger le plus réactionnaire (9). L'équilibre instable maintenu par Staline ne sera pas de longue durée : sa rupture entraînera des coalitions singulières.

Le cours de l'histoire vérifie la parole intuitive de Saint-Just : « Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau ».

(9) En 1795, sentant venir Vendémiaire, les Barras et les Tallien appelaient à l'aide les Montagnards, les derniers Jacobins.

La révolution sociale russe, politiquement victorieuse, n'a pu vaincre la bourgeoisie dans l'économie en raison du retard industriel de la Russie et de son isolement. Nul n'est qualifié pour lui en faire un reproche dit « de gauche » car elle est allée aussi loin que possible dans sa tentative de socialisation, plus loin même en dépassant le programme communiste de 1917 qui prévoyait le contrôle ouvrier et la nationalisation de certains grands monopoles de fait, non l'expropriation générale des expropriateurs.

Ce que la révolution soviétique peut faire en attendant une nouvelle crise profonde du capitalisme, c'est utiliser au mieux les contradictions multiples de classes et de nations pour durer comme République entourée d'institutions sociales favorisant le prolétariat en vue d'une étape supérieure. Ce que l'Internationale communiste peut faire pour l'y aider, c'est lui donner une collaboration saine et réaliser intelligemment une politique d'alliance des grands courants prolétariens divergents, préparant l'affirmation active d'une solidarité foncière latente. Les phrases gauchistes n'y sont point efficaces.

* *

Octobre noir, qui nous a imposé des constatations décevantes et incité aux réflexions amères. Mais l'autre Octobre brille en notre mémoire et entretient nos espérances. Le prolétariat qui a fait tant de prodiges en fera d'autres. Les leçons des révolutions du passé ne sont pas toutes perdues : tout en renouvelant certaines erreurs des Hébertistes, des Enragés et des Babouvistes, l'opposition n'a pas suivi leur exemple téméraire, et si la majorité offre certains traits de ressemblance avec les Thermidoriens, elle a su se borner à l'emploi de ce qu'un déporté de Fructidor appelait « la guillotine sèche ». Ce ne sont pas choses négligeables, surtout à considérer que les combats décisifs ne sont pas livrés. La révolution russe dure encore et nous répétons qu'elle n'a pas dit son dernier mot.

Pendant la grande Révolution française, alors que tant d'acteurs prestigieux occupaient la scène, il était deux hommes effacés, aux noms inconnus, l'un modeste Jacobin de son village picard, l'autre anonyme insurgé lyonnais contre la Convention. Les grands événements de l'époque passèrent sans leur donner à y manifester leur génie. Mais à l'aurore du XIX^e siècle, leur pensée mûrie les révéla précurseurs du socialisme moderne et ouvrit les voies de la science sociale. C'étaient Saint-Simon et Charles Fourier.

Sous la grande Révolution russe, il semble que la génération des leaders ait comprimé la croissance de la génération montante. Depuis dix ans, les mêmes hommes gardent le premier plan et refoulent les velléités de la relève. Mais ils s'usent. Leur guerre fratricide montre qu'ils ont déjà donné à la Révolution le meilleur d'eux-mêmes. Ils ont évité l'échafaud mais n'ont pas échappé à la dégénérescence. Leur temps est accompli. Dans les profondeurs d'une immense réserve humaine, une jeunesse se forme et prend conscience de son rôle. Guettons-en les signes avec espoir.

BORIS SOUVARINE.

Dernières péripéties

Après l'anniversaire d'Octobre, les luttes intestines du bolchévisme ont présenté de nouvelles péripéties qui, sans rien changer à une situation déjà décrite ici, plusieurs fois analysée et commentée, l'éclairent d'illustrations particulièrement frappantes. Ce sont, dans l'ordre chronologique : l'exclusion des principaux membres de l'opposition du Parti ; la répression dictatoriale de plus en plus cynique ; le suicide de A. Ioffé ; le XV^e Congrès du Parti, semblable aux précédentes assises réunies depuis 1924, véritable machine à approuver la Direction ; la rupture du « bloc » de l'opposition ; enfin, la déportation administrative des communistes non-conformistes.

Ces événements confirment en tous points ce que nous avons eu l'heur d'expliquer à nos lecteurs depuis 1925, quelque pénible qu'ait été la tâche devant l'incompréhension, l'ignorance et le fanatisme. Ils se sont déroulés moins vite que ne pouvait le prévoir un esprit occidental doublé d'un tempérament révolutionnaire, mais leur sens est bien conforme aux prévisions.

Ce n'est pas le moment de perdre son sang-froid. Il faut se dire que rien d'essentiel n'est survenu dans l'état de choses soviétique : seulement l'accentuation des phénomènes connus. Les formes odieuses de la phase actuelle de compétition des tendances, qui suscitent l'indignation légitime des révolutionnaires conscients dans tous les pays, et dont nous saurons nous servir pour ouvrir bien des yeux, ne doivent pas égarer notre jugement.

Malheureusement, bien des camarades ne sont sensibles qu'aux aspects extérieurs de la lutte et passionnés que pour des détails ; le fond des événements leur échappe. Or, c'est le fond qui importe. Et le fond, c'est que Staline-Juste-milieu, acharné à maintenir un équilibre factice entre des forces sociales de plus en plus actives, a frappé politiquement l'aile marchante du prolétariat tout en faisant des concessions à celui-ci et en s'efforçant de résister à la pression paysanne. Ce n'est pas encore Thermidor.

Nous avons toujours, ici, envisagé l'hypothèse d'un Thermidor d'une manière conditionnelle et en insistant toujours sur le caractère original du développement révolutionnaire russe. Il faudra y revenir plus explicitement, à en juger par la confusion qui règne sur ce point comme sur bien d'autres du côté des oppositions.

Sur la « capitulation » de Zinoviev, nous devons renvoyer notre avis au prochain n^o.

« La Science de la Révolution »

(Fin)

Une science économique « objective »

Après avoir supprimé la dialectique et enterré la conception matérialiste de l'histoire, Eastman anéantira les notions économiques de Marx. Après les hors-d'œuvre, le plat de résistance.

Avant de se livrer à une critique de la théorie économique même du marxisme, Eastman caresse l'idée d'une science économique « objective ». Il est vrai, étant donné que l'économie « se rattache à ce qui constitue la véritable essence des luttes égoïstes de l'homme », notre ami convient qu'il est fort difficile d'établir une telle science « objective », mais si « un économiste à tendances révolutionnaires et un économiste à tendances conservatrices pouvaient se réunir et formuler des lois susceptibles de réaliser leur accord, nous obtiendrions peut-être quelque chose qui se rapprocherait d'une science économique objective » (1). Les réserves que fait Eastman, exprimées par les mots « peut-être » et « se rapprocherait », n'invalident pas l'idée générale dont il nous fait part : à savoir qu'il serait possible d'établir une science économique « objective ».

Tout d'abord, nous avons à nous demander si l'économie marxiste elle-même est une science objective. Il est certain que non, quant à sa position sociale. Le marxisme est l'analyse de l'économie capitaliste du point de vue d'une classe de la société bourgeoise : du prolétariat. Il n'a jamais prétendu être objectif, bien au contraire.

Mais en constatant que l'objectivité fait défaut à l'économie marxiste et en en jouant avec l'idée d'une science économique objective, Eastman a autre chose en vue. Il veut dire que la théorie économique du marxisme est une science incomplète et qu'on n'obtiendra une science économique intégrale et parfaite qu'en unissant les théories de l'économie bourgeoise et de l'économie marxiste. Et là est sa principale erreur.

Adversaire de la méthode dialectique et du matérialisme historique, Eastman devait d'ailleurs en arriver à cette ahurissante conclusion. Puisqu'il sourit à l'idée que le prolétariat représente, dans la lutte de classes de la société moderne, un principe supérieur et que sa situation sociale lui confère le rôle du messie de l'humanité (qu'Eastman nous passe cette expression « mystique » et « métaphysique »), il ne voit pas de raison pour que l'analyse bourgeoise de l'économie n'atteigne pas autant que celle de Marx le maximum de pénétration et de profondeur.

Pour nous, par contre, l'économie bourgeoise est fatalement inférieure à l'économie marxiste, non parce que notre aversion envers les exploités nous interdit de reconnaître leurs mérites, mais parce que la conception marxiste de l'histoire nous permet de reconnaître les obstacles auxquels se heurte l'analyse bourgeoise de la vie économique. Ces obstacles ne sont point subjectifs. La bourgeoisie n'est pas plus stupide que le prolétariat et celui-ci n'est nullement doué par

on ne sait quelles forces mystiques d'une perspicacité supérieure, mais la position de la bourgeoisie comme classe dans la production l'empêche, elle et ses idéologues, de voir au delà d'une certaine limite, tracée par la situation objective et qu'ils ne peuvent franchir sans reconnaître la sentence de l'histoire à leur égard.

L'économie marxiste repose sur la théorie de la valeur et de la plus-value, qui révèle les formes spécifiques de l'exploitation dans la société moderne. La bourgeoisie ne peut admettre ni que seul le travail productif — dans le sens le plus large du mot — crée de la valeur, ni que la plus-value acquise sous ses différentes formes (profit, intérêt, rente) provient du travail non payé des salariés. En l'admettant, elle fournirait elle-même les armes les plus dangereuses à la classe exploitée.

Or, ce fut le point où les esprits les plus féconds de l'économie classique, Smith et Ricardo, commencèrent à s'embrouiller, après avoir accompli des prodiges dans l'éclaircissement des rapports complexes de la production capitaliste. Le fait que l'économie vulgaire, représentée par des Say, hommes d'une banalité et d'une platitude sans pareilles, put prendre la place laissée libre par la mort de Ricardo, indique suffisamment que le rôle historique de l'école classique était terminé et que son échec était dû à des causes plus profondes.

Si Marx put continuer et achever l'œuvre commencée par Smith et Ricardo, c'est en se plaçant dès le début au point de vue de la classe qui n'a rien à cacher ni à redouter de l'étude approfondie des problèmes non-résolus. Ce n'est qu'après avoir établi le fondement de l'analyse de l'économie capitaliste, en formulant avec une précision scientifique la loi de la valeur et de la plus-value, qu'il put aller plus loin et mettre à nu la charpente de la production et de la circulation du capital, expliquer une série de phénomènes que les célébrités de l'économie classique — et à plus forte raison celles de l'économie vulgaire — étaient incapables de résoudre et tracer le schéma de l'ensemble de la reproduction sociale, que Quesnay avait tâché d'ébaucher à l'aube de la science économique avec une déconcertante ingénuité et qui ne pouvait être formulé exactement que par des hommes ayant définitivement abandonné le point de vue de la bourgeoisie.

Ainsi, la théorie économique du marxisme apparaît comme la seule science économique objective, au sens scientifique du mot « objectif », précisément parce qu'elle n'est pas objective au sens social du terme. Elle n'a pu reconnaître et déduire les lois de l'économie capitaliste qu'en surmontant les obstacles qui restreignent forcément l'horizon bourgeois, en sortant de l'étroitesse fatale des conceptions de la classe capitaliste et en se plaçant sur un terrain où aucune barrière, aucun égard pour des intérêts menacés ne pouvait empêcher de pénétrer dans la profondeur des rapports économiques.

(1) La Science de la Révolution, p. 103.

que lui, et d'autres que Plekhanov dont les observations doivent être accueillies avec force réserves, vu sa position dans le mouvement ouvrier, ont formulé des critiques identiques. Dans un article paru en 1904 dans l'*Iskra* et dans la *Neue Zeit*, intitulé : *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, Rosa Luxembourg a pris Lénine vivement à partie, lui reprochant de vouloir introduire les principes d'organisation de la révolution bourgeoise, du jacobinisme, dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat. La critique de Rosa Luxembourg n'était pas entièrement justifiée, et les expériences historiques ont démontré, depuis, que ses attaques furent pour une bonne part sans fondement⁽⁵⁾.

Mais ce qui rend la critique d'Eastman profondément erronée et inacceptable, c'est qu'il la base sur sa fausse compréhension du matérialisme historique et de l'économie marxiste précédemment formulée. Quand Rosa Luxembourg reproche à Lénine de ne pas tenir un compte suffisant du propre mouvement spontané de la masse prolétarienne, et si elle affirme notamment que le Comité Central le plus infaillible du monde ne peut remplacer les propres expériences acquises par le mouvement ouvrier révolutionnaire dans ses luttes et dans ses défaites, elle a parfaitement raison. Mais lorsque Eastman déclare que Lénine est grand comme technicien de la révolution parce qu'il aurait jeté le défi à l'automatisme du développement économique, si cher aux marxistes, en y introduisant la volonté organisée du parti dirigeant, il choisit un point de départ si mal fondé que tout l'édifice des conclusions s'écroule forcément. Or, cet « automatisme » n'existe que dans le cerveau obsédé d'Eastman.

Nous avons déjà dit qu'aucun marxiste sérieux ne s'était figuré que le capitalisme évoluerait automatiquement vers le socialisme. Ce développement « automatique » était une des déformations des « savants » bourgeois et de certains réformistes, inventées exprès pour réfuter un « marxisme » imaginaire. On ne peut donc présenter Lénine comme anti-marxiste qu'en considérant comme marxisme ce qui n'en est qu'une caricature, mise au monde par les efforts zélés des professeurs bourgeois. Mais dès qu'on considère, comme Plekhanov, l'activité humaine comme « un anneau nécessaire dans la chaîne d'événements nécessaires », c'est-à-dire en prenant pour base le marxisme véritable, et non sa parodie, les conceptions de Lénine n'apparaissent plus comme anti-marxistes dans le sens que Max Eastman leur prête.

On peut reprocher à Lénine d'avoir eu des conceptions trop rigides en matière d'organisation, d'avoir exprimé des idées qui s'écartaient du point de vue marxiste, mais Eastman ne parvient à citer Lénine à l'appui de sa « science de la révolution » qu'en commettant une double défiguration : il exagère certaines fautes de Lénine et les oppose à l'« automatisme », caricature d'un marxisme déformé.

Eastman vante Lénine en le présentant comme un brillant psychologue. Rien n'est plus vrai. Pour savoir diriger un parti, saisir les aspi-

ration de la masse dans chaque situation et pour y répondre en donnant des mots d'ordre exprimant réellement ce à quoi tend la foule à un moment donné, il faut en effet être bon psychologue. C'est là un des côtés de l'activité de Lénine où les révolutionnaires trouveront encore longtemps de précieuses suggestions d'une richesse exubérante et dont l'étude s'impose à tout communiste soucieux de ses devoirs. Mais là encore, notre ami se jette dans une argumentation qui, partant d'un faux point initial, aboutit à des conclusions paradoxales.

Lénine est pour Eastman le grand psychologue parce que, dans sa *Maladie infantile*, il a expliqué les déviations gauchistes du communisme en s'engageant « dans un examen et une définition psychologiques et concrètes » (*La Science de la Révolution*, p. 177). Cette définition est pour Eastman un abandon du marxisme orthodoxe, une déclaration de guerre aux méthodes « métaphysiques » de Marx. Notre ami commet ici deux erreurs.

D'abord, il retombe dans sa manie de « l'automatisme ». Si le marxisme était vraiment une doctrine exigeant que chaque phénomène, quel qu'il fût, soit ramené directement à des causes matérielles immédiates, la critique d'Eastman serait juste. Mais c'est précisément la défiguration du marxisme par les savants bourgeois⁽⁶⁾, et non le marxisme de Marx et d'Engels, qui exige de pareils exercices d'acrobatie mentale. D'autre part, Eastman oublie que Lénine a expliqué plus nettement que tous les autres révolutionnaires de son époque les différentes tendances du mouvement ouvrier par la différenciation économique et sociale de la classe ouvrière. (Voir *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*). En développant et élargissant certaines vues d'Engels, Lénine a défini l'opportunisme comme l'idéologie de l'aristocratie ouvrière. Ce n'est pas le lieu d'examiner dans quelle mesure et jusqu'à quel point ce développement est juste : nous y viendrons une autre fois. Mais toujours est-il que l'opposition qu'Eastman s'efforce de construire entre la politique « psychologique » de Lénine et le marxisme orthodoxe est pure fantaisie.

Eastman se réclame à tort de Lénine dans l'élaboration de sa « science de la révolution ». Pour lui, la société capitaliste est un champ en friche où le « technicien » choisit ses matériaux de construction et se met à l'œuvre en faisant appel au « cœur humain » à la « nature humaine », à la psychologie et aux enseignements de Freud. Pour Lénine, la société capitaliste est une unité dialectique dont les contradictions de plus en plus aiguës engendrent la révolte des exploités contre les exploités, et c'est au milieu de ce processus fatal, automatique (cette fois, nous employons le mot *automatique* sans guillemets), qu'il incombe au parti révolutionnaire d'éveiller la conscience prolétarienne, de faire comprendre à la classe dont il exprime les aspirations avec le plus d'exactitude scientifique le rôle qu'elle est forcément appelée à jouer dans l'ébranlement du monde bourgeois.

Pour Eastman, la classe ouvrière est « maté-

riel de construction » aux mains du parti des « techniciens » de la révolution. Pour Lénine, elle est la force qui vaincra le capitalisme, sous la direction d'un parti qui peut la guider et organiser la révolution parce qu'il s'inspire de l'intelligence du processus dialectique qu'est l'évolution de la société capitaliste. Si parfois Lénine exagère le rôle du Parti et établit une ligne de séparation trop nette entre le Parti et la classe qu'il représente, il corrige lui-même, dans la pratique de son action, la faiblesse de sa théorie : argument de plus contre Eastman, et non pour lui.

La « science de la révolution » et les bolchévisateurs

À la place du socialisme scientifique, qu'il considère comme métaphysique et utopique, Eastman recommande au prolétariat sa « science de la révolution ». Le communisme ne devrait pas être une « légende métaphysique », une « négation de la négation de la propriété individuelle, impliquée dans le « système capitaliste », mais un but d'action défini abstraitement et une méthode pratique pour s'en rapprocher » (p. 245). Notre ami trouve que le monde dans lequel nous vivons contient assez de matériaux permettant de faire la révolution et de construire le socialisme, en y mélangeant un peu de volonté humaine s'inspirant de sa « science de la révolution », pour qu'on puisse se passer de la dialectique « métaphysique » et de tous les enseignements économiques de Marx.

Nous avons démontré combien cette conception est fautive. Prise « en soi », elle n'est pourtant pas dangereuse pour le mouvement révolutionnaire, car les conclusions pratiques auxquelles elle aboutit sont celles de la révolution socialiste et de la dictature d'un parti révolutionnaire pour la réalisation du socialisme. Il y a des millions d'ouvriers, qui tout en ignorant les bases théoriques du marxisme, sont de vaillants militants et d'excellents révolutionnaires. Leur conscience de classe, produit de l'irréductible antagonisme économique et social de notre époque, est un guide assez sûr de leur action. De même, l'activité d'Eastman et des « techniciens de la révolution » de son genre peut servir la lutte émancipatrice du prolétariat car, tout fausses que soient les bases de leur théorie, leur action pratique coïncide avec l'action du prolétariat. L'histoire, qui n'est pas la force personnelle et mystique quasi-déifiée comme Eastman la présente dans la doctrine marxiste, ne demande jamais ce que les hommes veulent faire. Il s'agit de ce qu'ils sont historiquement obligés d'accomplir.

Cependant, nous ne discutons pas une simple opinion privée. La publication du livre d'Eastman a pour but de gagner des adhérents à sa « science de la révolution ». En niant la lutte de classes comme facteur décisif de l'évolution vers le socialisme, en substituant à la lutte révolutionnaire du prolétariat en tant que classe la lutte d'un parti ou d'un groupement de « techniciens », il abandonne la base, la raison d'être du mouvement communiste. Toute critique apportant des perspectives nouvelles, renforçant la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie, ne peut qu'être utile à notre cause. Mais si la critique nous impose de

jeter par-dessus bord ce qui constitue l'essence même de notre mouvement et le fondement de notre action, si elle obscurcit l'intelligence du prolétariat des lois sociales dont la connaissance et la compréhension peuvent seules le conduire à son émancipation, nous devons la repousser vigoureusement. La « science » d'Eastman veut ramener le mouvement ouvrier à des conceptions depuis longtemps dépassées, aux erreurs abandonnées des utopistes, pour lesquels le socialisme devait être réalisé parce qu'il était plus « juste » et plus conforme à la « nature humaine » que le capitalisme, et qui considéraient le capitalisme et le prolétariat simplement comme des « matériaux de construction ».

D'ailleurs, nous voyons depuis plusieurs années pratiquer la théorie d'Eastman. Avant que son livre ait paru, il s'est trouvé des gens pour agir comme s'ils étaient les adeptes de sa « science de la révolution ». Les dirigeants « léninistes » de l'Internationale et des partis communistes repousseront avec fureur tout rapprochement avec Eastman, de même que celui-ci sera loin d'être content de voir associer son livre à la pratique de ceux dont il a cinglé les procédés dégoûtants. Et pourtant, si les néo-léninistes faisaient un effort de sincérité, ils devraient convenir d'avoir agi depuis près de quatre années comme si la *Science de la Révolution* était leur bible.

Nous retrouvons en effet chez eux la même exagération du rôle du Parti, le même détachement, pour ne pas dire le même « je-m'en-foutisme », à l'égard de la classe ouvrière, l'érection du Parti en organe suprême destiné à imposer sa volonté au prolétariat, au lieu d'être le guide de celui-ci, sa fraction la plus clairvoyante du processus de transformation sociale.

Eastman exagère en théorie les exagérations de Lénine dans la question d'organisation. Les « bolchévisateurs » ont fait la même chose en pratique.

Eastman préconise un parti de « techniciens de la révolution » détaché de la classe ouvrière considérée comme « matériel de construction ». Les « bolchévisateurs » ont créé des partis dont les dirigeants se considèrent comme les techniciens infaillibles de la révolution et s'efforcent d'imposer au prolétariat, considéré comme cire à modeler, leur volonté absolue. Quatre années de pratique dite bolchévisatrice constituent une réfutation plus éclatante du livre d'Eastman que la meilleure réfutation théorique.

Si l'on abandonne la conception que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et si on lui oppose le postulat d'un parti de « techniciens », on renonce au résultat essentiel de l'action révolutionnaire : l'expérience des masses. La lutte pour le socialisme ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière, et aucun précepte « technique », aucune mesure « organisatoire », aucune thèse kilométrique, aucune « auto-critique » mensongère et malhonnête, confinée dans les sphères « supérieures » d'organes dirigeants perpétuant leur fonction de leur propre autorité, usurpée et absolue, ne sauraient y suppléer. « Des faux pas commis par un mouvement réellement révolutionnaire » écrivait Rosa Luxembourg en 1904, sont, au point

(5) Nous nous proposons de revenir un jour sur cette polémique, pleine de leçons pour la période actuelle.

(6) Ajoutons : des illettrés, des imbéciles du néo-bolchévisme de nos jours. — N. D. L. R.

de vue historique, infiniment plus féconds et plus précieux que l'infaillibilité du meilleur des Comités centraux».

Les « bolchévisateurs » ont écrasé les partis communistes sous le poids d'un appareil chargé de penser pour la masse et d'agir en son nom. Eastman, plus honnête, dit franchement que son parti des « techniciens » doit faire la révolution, non comme guide d'une révolution surgissant des contradictions du régime capitaliste, qu'il considère comme métaphysiques, et non plus pour accomplir une mission historique, qui est mystique à ses yeux, mais en se servant des « matériaux de construction » à sa portée. Les « bolchévisateurs », quoique leurs thèses regorgent de « larges masses » et d'autres formules outrecuidantes, agissent conformément à son livre, qu'ils accablent officiellement de leurs foudres.

Si l'on rejette la théorie économique du marxisme, on perd toute boussole dans la lutte prolétarienne. Le champ est alors libre à toute revendication utopique et à tout mot d'ordre insensé, car l'analyse de l'économie capitaliste de Marx permet de distinguer ce qui est réalisable, en régime capitaliste et même au lendemain de la

révolution, de ce qui est inaccessible ou fantaisiste. Seule, la théorie économique du marxisme donne à la classe ouvrière le moyen de s'orienter dans les problèmes actuels, comme la question des cartels et du protectionnisme, la rationalisation et l'organisation scientifique du travail, les revendications réformistes préconisant l'augmentation de la part de la classe ouvrière au produit social, et les vieilles illusions, ranimées par Ford, sur l'élargissement du marché grâce aux hauts salaires.

Si les « bolchévisateurs » sont incapables, depuis trois ou quatre ans, de donner une analyse exacte de la situation économique internationale, c'est qu'ils ont quitté, sous l'impulsion de Boukharine, la voie du marxisme, tout comme ils ont érigé, sous le règne de Zinoviev, la théorie d'Eastman en pratique « organisatoire » immuable des partis communistes.

Voilà pourquoi nous entendons rester fidèles au socialisme scientifique de Marx et d'Engels, en rejetant la « science de la révolution », qu'elle émane de la théorie d'Eastman ou de la pratique des « bolchévisateurs ».

PRIMUS.

Cette fois encore, il nous a fallu laisser plusieurs articles au marbre ou dans nos tiroirs. Sur la question chinoise, notamment, nous devons ajourner l'exposé de notre point de vue, en dépit des instances de plusieurs correspondants. C'est sans doute regrettable mais ce n'est pas le seul sujet important que nous n'avons pu encore traiter en public. Tant que nous n'aurons pas résolu nos problèmes matériels les plus élémentaires, notre expression retardera sur notre pensée.

Cela vaut encore mieux que de barbouiller inutilement du papier, comme certains conseillers qui croient essentiel d'écrire vite n'importe quoi. L'essentiel est d'avoir quelque chose à dire, et de n'avoir pas à s'en dédire après l'avoir dit. Quant à le dire plus vite, cela ne dépend pas de nous.

BIENVENUE

Deux nouvelles publications d'opposition communiste à la politique officielle de l'I.C. viennent de paraître.

A Lyon, c'est *Le Réveil Communiste*, « Bulletin intérieur des groupes d'avant-garde communiste ». Pourquoi « intérieur » ? Quels groupes « d'avant-garde » ? Les éditeurs seuls le savent.

Il s'agit probablement d'un organe des communistes italiens qui, jugeant sans doute vieux jeu d'être marxiste, s'appellent « bordigistes ». On y retrouve le style apocalyptique et les néologismes bizarres du tract dont il est question d'autre part.

A Paris, c'est *Contre le Courant*, « Organe de l'Opposition communiste », édité par un comité de rédaction comprenant les camarades Lucie Colliard, Maria Cotton, Delfosse, Delsol, Dionnet, Marcel Hasfeld, Juin, Lorient, Magdeleine Marx, Mosès, Maurice Paz et Roy. Ce groupe représente, à quelques pertes et quelques acquisitions près, le dernier carré de l'opposition ayant réussi à se maintenir dans le Parti.

Le *Bulletin* souhaite la bienvenue à ses nouveaux confrères, dont voici les adresses :

Le Réveil Communiste, chez Jean Perrin, 7, rue Saint-Jean, à Lyon.

Contre le Courant, 96, quai de Jemmapes, Paris.

Entre nous

Le présent fascicule du *Bulletin* paraît avec un retard qui alourdit encore notre besogne. Non seulement nous n'avons pas réussi à rattraper le retard antérieur, comme nous l'espérons ; nous avons dû laisser le retard s'allonger.

Les raisons en sont connues. Entre ce double numéro du *Bulletin* et le précédent, nous avons publié à un tirage relativement grand (10.000 exemplaires) deux suppléments, plus un troisième à 2.000 exemplaires. Nous avons aussi fait un effort sérieux pour parvenir à placarder dans Paris et la banlieue une affiche, malheureusement pas en nombre aussi considérable que l'ont prétendu les hurluberlus de l'*Humanité*.

De sorte que la vie matérielle de notre organe n'a subi nulle amélioration. Dans le dernier supplément, sorte de bulletin d'information exigé par l'actualité, nous avons dit ce que nous avions à dire là-dessus. Inutile de nous répéter. Quand des « militants » ne comprennent pas qu'ils doivent payer leur abonnement, il n'y a pas d'illusions à se faire... On sait que nous n'en avons plus.

Lénine, qui scrutait toujours avec grande attention les listes de souscriptions des journaux ouvriers, aimait à dire avec ironie : « Il n'y a qu'en France qu'on peut voir dans un journal socialiste : *Pour la Révolution sociale*, 5 centimes ». La situation n'a pas changé. Il y a un petit nombre de camarades toujours prêts à donner leur effort. Les autres font des compliments et croient être quittes après avoir versé leur cinq centimes.

Nous allons ouvrir une souscription permanente pour l'aide au *Bulletin*. Peut-être nous aidera-t-elle à sortir de l'ornière. En tous cas, nous avons promis à nos abonnés dix numéros pour l'année, ou cinq numéros-doubles, et nous tiendrons parole.

Depuis notre dernier fascicule, un fait nouveau s'est produit qui modifiera sensiblement le contenu de notre *Bulletin* : d'autres publications se sont mises à imprimer les documents de l'opposition russe, qui tenaient tant de place ici, nous soulageant d'autant. Nous pourrions donc consacrer le *Bulletin* à nos propres études et commentaires. Cependant, il ne faut pas se dissimuler que les divers organes communistes actuels atteignent pour une bonne mesure des lecteurs différents et que nous ne pourrions nous abstenir de publier encore quelques longs documents essentiels, comme la réfutation du casse-tête chinois de Staline par Trotsky — nous l'avons d'ailleurs promise — et la mise au point de celui-ci en réponse aux falsifications historiques de ses adversaires. Le *Bulletin* touche, en France et dans l'Internationale, des militants qui ne seraient pas renseignés sans nous ; cela nous impose des devoirs.

La crise du P. C. Russe

Amendements de Trotsky à une résolution de Rykov sur la situation économique de l'U.R.S.S.

Les deux principaux groupes de forces du Parti bolchévique ne s'opposent pas seulement dans les questions politiques : ils ont des conceptions différentes dans l'ordre de l'économie. Le texte ci-dessous, déjà vieux de plus d'un an, mais inédit, donnera une idée précise des points de vue de Trotsky, c'est-à-dire de l'opposition rassemblée autour de lui. Il donnera aussi au lecteur sérieux une idée de la complexité des problèmes à résoudre, inaccessibles aux politiciens ignares, aux démagogues, aux fanatiques, aux brailleurs qui font métier de diffamer en Occident les artisans de la Révolution d'Octobre.

I. - DISPROPORTION ENTRE L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE ET PROBLÈMES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le problème fondamental et urgent de la Nep consistait — après le rétablissement de l'intérêt du paysan envers le développement de son économie — à assurer le progrès des forces productives à la campagne et à résoudre, sur cette base, le problème du développement de l'industrie en liaison étroite avec l'agriculture. La nouvelle politique économique contenait en soi, d'après les formes que cette liaison prenait sur le marché, le mot d'ordre : « Apprenez à commercer » comme celui : « Réservez chaque sou disponible pour l'industrie ». Le Parti avait tracé, en même temps, un grand plan d'électrification.

Le problème de la liaison entre le prolétariat et le paysannerie a déterminé dans cette politique son contenu économique fondamental. Le système économique de l'Etat à pour but, sur la base de l'accroissement des forces productives, d'assurer l'équilibre dynamique entre l'industrie et l'agriculture parallèlement à la prépondérance croissante des éléments socialistes sur les éléments capitalistes.

Il est évident que cet équilibre pourrait être rompu dans deux cas principaux : si l'Etat, par sa politique fiscale, budgétaire, industrielle et commerciale ou autre, soutire de l'économie nationale, pour la transmettre à l'industrie, une somme *disproportionnellement considérable* des accumulations annuelles ou des ressources générales : il en résulte une avance excessive de l'industrie, son détachement de la base économique nationale, avant tout de la base agraire et un arrêt devant l'insuffisance de la capacité d'achat ; ou bien, au contraire, si l'Etat, au moyen des leviers dont il dispose, retire des ressources de l'économie et de ses accroissements annuels une part *insuffisante*, il en résulte que l'offre de produits industriels retarde sur la demande solvable. La liaison est rompue dans un cas comme dans l'autre. L'industrie qui force outre mesure son développement en imposant au paysan un fardeau au-dessus de ses forces affaiblit l'agriculture. Mais le paysan ne perd pas moins dans le cas où l'industrie ne peut suffisamment couvrir la réalisation de la récolte, menant ainsi aux « ciseaux », à l'écart entre les prix de gros et ceux de détail.

Le XIV^e Congrès du Parti a décidé, comme directive cardinale, l'industrialisation du pays. Les

moyens, méthodes et rythme de la réalisation de cette directive sont *décisifs* non seulement pour notre progression ultérieure vers le socialisme, mais aussi pour la domination politique de la classe ouvrière dans l'Union Soviétique.

La contradiction capitale de notre situation économique actuelle, qui est en même temps celle des relations entre la ville et la campagne, consiste en ce que l'industrie d'Etat retarde sur le développement de l'agriculture. La production industrielle ne satisfait pas la demande solvable : cela entrave la réalisation de la partie marchande de la production agricole et son exportation, et restreint l'importation dans des limites très étroites, entrave l'élargissement de l'industrie et peut même conduire à l'augmentation de la disproportion fondamentale. Toutes les données confirment que notre industrie se trouvera, lors de la récolte de 1926, sans le moindre stock de marchandises ; cela pourrait signifier une répétition des difficultés actuelles, à une plus grande échelle. Dans ces conditions, une bonne récolte, c'est-à-dire une quantité potentiellement accrue de marchandises agricoles, peut devenir un facteur qui n'accélérerait pas le développement économique dans le sens du socialisme mais qui, au contraire, désorganiserait l'économie, rendrait plus tendues les relations entre la ville et la campagne, et, à la ville même, entre les consommateurs et l'Etat.

Pratiquement parlant, une bonne récolte — en l'absence de marchandises industrielles — peut signifier une utilisation croissante du blé pour la distillation clandestine de l'alcool et des queues plus longues devant les boutiques dans les villes. Politiquement, cela signifierait la lutte du paysan contre le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire contre l'industrie socialiste. Sous-estimer un tel danger pourrait avoir de graves conséquences, sinon dans un avenir proche, du moins dans le développement ultérieur des rapports des facteurs économiques menant vers le maintien, ou vers l'abolition trop lente, de la disproportion entre l'industrie et l'agriculture. L'issue consiste à assurer une ligne essentielle correcte à la politique économique, réellement conforme à la politique d'industrialisation de notre économie fixée par le XIV^e Congrès.

Les mécomptes économiques de la fin de l'année dernière et du commencement de l'année courante, qui ont suscité la réduction, entre autres, du programme d'importation et d'exportation, du développement industriel et des grandes constructions, ne peuvent être estimés exactement que par rapport à la ligne stratégique fondamentale de notre politique économique.

L'expérience des dernières années témoigne que nos programmes industriels ont été invariablement en retard sur la marche et les besoins du développement de l'économie et que, sous la pression directe du marché, ces programmes se remaniaient en cours d'exécution, souvent plusieurs fois dans la même année financière et presque toujours dans le sens de l'augmentation. Alors que régnait, par rapport à l'industrie, le mot d'ordre hérité de la période initiale

de la Nep : « ne pas aller trop vite pour ne pas se détacher de l'économie rurale », l'industrie restait, de fait, invariablement en retard sur les ressources, demandes et possibilités réelles de l'économie ; cet état de choses exigeait de profondes transformations des programmes industriels.

Notre parti doit conclure, de l'étude de ces programmes, que leur vice fondamental réside dans l'évaluation insuffisante des possibilités générales du développement économique et, en premier lieu, de l'industrie d'Etat comme facteur dominant. Il suffit de rappeler que le niveau prévu pour 1930 a été atteint en 1925 dans deux branches importantes de l'industrie : transports et industrie métallurgique. Les vues trop restreintes dans les questions industrielles sont la cause principale de l'aiguë exceptionnelle de l'actuelle famine de marchandises.

La résolution du XIV^e Congrès, donnant au Parti des directives fermes d'industrialisation, a indiqué en même temps les limites que l'industrie ne pourra ni ne devra dépasser à tel ou tel moment. Elle indique ces limites, à savoir : la *capacité réelle* du marché et les *moyens financiers* de l'Etat. Tout en limitant, à des moments donnés, le développement industriel, ces deux facteurs ne sont naturellement pas des grandeurs invariables ou indépendantes de notre politique. Il est évident que les ressources financières de l'Etat se déterminent par la totalité des mesures administratives, fiscales, budgétaires, productrices et commerciales à l'aide desquelles s'effectue la répartition des accumulations de l'économie entre l'économie d'Etat et l'économie privée. Une situation comme celle d'un pays en état permanent de famine industrielle et commerciale est une preuve évidente et incontestable du fait que la répartition des ressources et accumulations de l'économie entre l'industrie d'Etat et le reste de l'économie n'a non seulement pas atteint la proportion nécessaire, mais qu'elle menace, surtout en période de bonne récolte, de s'en éloigner encore davantage.

Si dans la seconde moitié de l'année passée les programmes de l'industrie et de l'importation ont été peu conformes aux disponibilités du Trésor, ce fait, qui a nécessité l'introduction de correctifs correspondants, n'est nullement en faveur du ralentissement du rythme de développement industriel ; il exige, au contraire, des mesures de politique économique grâce auxquelles les subsides de l'Etat à l'industrie seraient une part des ressources nationales, et spécialement de leur accumulation annuelle, plus importante que jusqu'ici. En d'autres termes, les calculs erronés en vue de l'importation et de l'exportation et du programme industriel étaient le reflet et le résultat épisodique de prévisions trop modestes sur les possibilités et buts de l'industrie d'Etat, nuisibles également à l'industrie et à l'agriculture. Les paysans perdent au profit du capital privé, grâce à la famine de marchandises et, en particulier, aux prix de détail, des sommes incomparablement plus fortes qu'ils ne gagnent par la diminution de l'impôt agricole.

Les difficultés économiques fondamentales proviennent, par conséquent, du fait que le *volume de l'industrie est trop petit* tant par rapport à l'agriculture (besoins personnels et productifs des paysans) que par rapport à l'accroissement des besoins de la classe ouvrière. Cette disproportion doit être abolie non en ralentissant la croissance de l'agriculture ou celle des besoins de la classe ouvrière, mais en donnant au développement industriel un rythme permettant, en un nombre relativement restreint d'années, de supprimer cette disproportion.

Un tel besoin est d'autant plus impératif que l'industrie — dans son état actuel — ne peut non plus résoudre d'autres problèmes vitaux, en premier lieu ceux de la production des moyens de production pour

l'industrie elle-même, du développement des transports et de la défense du pays.

En conséquence, le Comité central charge le Bureau politique :

d'élaborer un programme concret de développement industriel et de nouvelles constructions industrielles pour la prochaine période économique (5-8 ans) en relation étroite avec les perspectives d'accroissement de l'agriculture ;

d'élaborer des directives pour les programmes et plans de l'année 1926-27 garantissant les possibilités de réaliser, en 1926-27 même, un progrès considérable vers la liquidation des disproportions intérieures de notre économie.

Le plan de perspective doit prendre comme base l'hypothèse pratique d'une liquidation de la disproportion fondamentale dans une période par exemple de 5 années (ou autre échéance), afin qu'on puisse fixer, conditionnellement, à l'année 1931 l'équilibre relatif entre la demande et l'offre de produits industriels dans des conditions d'une politique invariable de baisse des prix. Un tel programme, sans naturellement prétendre être exact et définitif, serait néanmoins la boussole de toute notre politique économique.

Dans ces buts, les programmes et plans pour l'année 1926-27 doivent découler des considérations suivantes :

1. L'impôt agricole, dont la paysannerie riche devra porter la charge principale, doit être un des leviers les plus importants dans la répartition plus adéquate des accumulations de l'économie ; en conséquence, l'augmentation de l'impôt agricole doit correspondre à la croissance réelle de l'agriculture et à sa différenciation intérieure sous l'angle de la garantie financière nécessaire à la conception directrice de l'industrie.

2. Ne pas permettre la hausse des prix de détail ; au contraire, lutter par tous les moyens pour leur baisse ; quant aux prix de gros, avoir une politique plus souple et plus spécialisée pour les différentes branches industrielles de façon à ce qu'une part des bénéfices plus grande que jusqu'ici aille à l'Etat et aux Cooperatives.

3. Le budget de 1926-27 doit être élaboré de manière qu'une somme suffisamment importante soit attribuée à l'industrie en sus des fonds qui ne sont réellement que la re-distribution des moyens de l'industrie elle-même par l'intermédiaire du budget. Le surplus net en faveur de l'industrie ne doit, en aucun cas, être au-dessous de 150 à 200 millions ; tous les efforts doivent tendre vers une augmentation de ce surplus.

Cela peut être réalisé par une compression sévère ou, tout au moins, par un refus d'accroître à l'avenir les dépenses non productrices, sans oublier que nous ne sommes pas sortis de l'époque d'accumulation socialiste primitive.

4. Il est nécessaire de reviser la question de l'eau-de-vie (*voïlka*), en nous basant sur l'expérience acquise prouvant que la vente de la vodka par l'Etat joue un rôle très insignifiant dans le courant des ressources que le village donne à la grosse industrie (tel était le but visé), mais en revanche fait un trou sérieux dans le salaire de l'ouvrier.

5. La possibilité d'un élargissement sensible du crédit à long terme pour les nouvelles constructions industrielles devra être assurée dès 1926-27. Au fonds de crédit à long terme doivent être remis :

- 25 % au moins des défalcons d'amortissement ;
- 50 % des capitaux de réserve en libérant l'industrie de l'obligation de placer ces capitaux en emprunts obligataires d'Etat ;
- 10 % du bénéfice net ;
- 50 % des recettes de la vente des fonds non-liquides.

6. Il faut établir un système de défalcons d'amortissement de façon à ce que l'industrie puisse automatiquement avoir la possibilité de garder sa puissance productrice au niveau atteint, employant toutes les ressources supplémentaires à son élargissement ultérieur.

7. Le plan d'exportation et d'importation pour 1926-27 doit être élaboré de façon à assurer l'accroissement de la puissance productrice de l'industrie et un rééquipement technique important, ceci comprenant aussi la construction de nouvelles usines.

8. Toute la politique économique doit être établie de façon à assurer dans l'année 1926-27 la réalisation du programme de constructions capitales pour une somme de 1 milliard de roubles, contre 820 millions en 1925-26 (c'est-à-dire en augmentation d'au moins 20 %).

9. Les ressources de la Banque Industrielle doivent être renforcées afin d'affermir la réserve industrielle centrale assurant le développement régulier du roulement de l'industrie.

10. Elaborer et préparer pratiquement dès aujourd'hui un système de mesures capables de réaliser la prochaine récolte, — en premier lieu par l'importation supplémentaire de matières premières (coton, laine, caoutchouc, cuir, métaux) afin d'augmenter les ressources en marchandises destinées en automne aux paysans, en deuxième lieu par la préparation d'une intervention pouvant devenir inévitable sur le marché, fondée sur le principe d'un crédit à l'étranger répondant à notre chiffre d'affaires à l'intérieur du pays et strictement correspondant aux intérêts et possibilités de l'industrie d'Etat.

11. Assurer à un rythme aussi énergique que possible l'exécution du plan d'électrification du pays.

II. — LA QUESTION DU RYTHME

L'expropriation des classes non productives (aristocratie, bourgeoisie, clergé et bureaucratie privilégiée), la nationalisation du sol, l'annulation des rentes, la concentration des dettes de l'industrie, des transports et de tout le système de crédit dans les mains de l'Etat ont assuré, comme l'expérience des années écoulées l'a incontestablement prouvé, une prépondérance indubitable des éléments socialistes sur les éléments capitalistes dans notre économie.

Mais ce sont précisément les plus grands succès de notre économie, s'introduisant de plus en plus dans la chaîne du marché mondial, qui mettent les succès futurs et, en première ligne, le rythme de notre industrialisation, sous le contrôle relatif de l'économie capitaliste mondiale. Il serait radicalement faux de croire que le socialisme pourrait, dans un encerclement capitaliste, progresser à un rythme arbitraire. L'avance vers le socialisme ne serait assurée que si la distance séparant notre industrie de l'industrie capitaliste perfectionnée — la masse de production, son prix de revient, sa qualité — diminue de façon palpable, évidente, au lieu d'augmenter. Ce n'est qu'à cette condition seulement que nos forces armées recevront la base technique capable de protéger le développement socialiste du pays.

III. — LE RÔLE DIRECTEUR DE L'INDUSTRIE, ET L'AGRICULTURE

La résolution du XIV^e Congrès indique clairement et catégoriquement le rôle *directeur* de l'industrie d'Etat dans l'économie générale. Le devoir du Parti est de saisir clairement toute la signification de cette directive et d'en tirer les conclusions pratiques. Le développement de l'agriculture en période *d'attardement* de l'industrie d'Etat sous le monopole du commerce extérieur se heurte inévitablement à des difficultés insurmontables. Le rôle directeur de l'industrie d'Etat consiste précisément en ce que son développement futur est le facteur principal aussi bien du

relèvement général de l'agriculture que de la réorganisation de ses formes techniques et sociales. Le développement de l'industrie textile est un levier puissant de relèvement des régions cotonnières, une condition préalable à l'industrialisation graduelle et à la socialisation de l'industrie cotonnière. De même l'industrie du sucre a une grande importance pour la culture de la betterave, celle du drap pour l'élevage du mouton, celle du tissage de lin pour la culture du lin, celle des conserves pour la culture maraîchère, l'élevage des bestiaux, la pêche et, enfin, l'industrie tout entière pour l'agriculture tout entière qui fournit non seulement des matières premières à l'industrie mais aussi les produits alimentaires aux ouvriers et employés industriels.

D'autre part, dans la mesure où l'agriculture s'est rapprochée du niveau d'avant-guerre sur les vieilles bases de technique primitive, un relèvement sérieux ultérieur de l'économie rurale n'est possible que par une industrialisation graduelle, c'est-à-dire par un développement puissant de la fabrication de machines agricoles, d'engrais artificiels, de l'électrification, etc. L'aide la plus efficace de l'Etat à l'économie paysanne peut prendre la forme d'un écoulement considérable d'instruments agricoles nécessaires produits par l'industrie d'Etat à des conditions avantageuses de crédit, ce qui suppose, à son tour, un développement puissant de la fabrication de machines agricoles en étroite liaison avec les particularités des principales régions.

IV. — LE PLAN : SES NOUVELLES TÂCHES ET MÉTHODES

L'importance du plan s'est manifestée aussi bien dans les plus grands succès de notre édification économique que dans ses échecs et ses erreurs. Ce serait une faute grossière que de considérer ces dernières comme un argument *contre* le principe du plan. Au contraire, la possibilité même de les découvrir à temps et de les corriger tant soit peu est obtenue par le système centralisé de la gestion économique, inconcevable sans évaluation d'ensemble de ses facteurs fondamentaux, tant administratifs que concernant le marché.

La croissance de notre économie exige non seulement un renforcement général du principe de plan, mais suscite sur ce terrain de nouveaux problèmes d'ordre qualitatif. Jusqu'ici, l'élaboration de plans consistait surtout en tentatives de prévoir le mouvement des éléments économiques essentiels pour l'année suivante, et de les accorder par différentes manœuvres, conformément aux fonctions définies dans la résolution du XII^e Congrès. Une telle élaboration de plans de manœuvres, dans les limites d'opérations courantes, pouvait être suffisante dans la période dite de *restauration*, quand l'industrie se développait sur les bases techniques héritées du passé. Aujourd'hui que cette période est dépassée, la nécessité de renouveler et d'élargir le capital fondamental de l'industrie et des transports place devant le Parti et l'Etat, parallèlement aux anciens problèmes, d'autres tout nouveaux dans l'ordre de la direction selon un plan.

Si, jusqu'à ces derniers temps, l'industrie disposant de réserves considérables d'outillage neuf avait pu, grâce aux exigences du marché, élever rapidement sa production au-dessus des évaluations des plans, ses possibilités dans cette direction seront déterminées désormais par les dépenses capitales que l'industrie pourra faire annuellement. Les dimensions et l'emploi de ces dépenses devront être systématisés aussi strictement et sérieusement que possible par l'Etat. L'érection de nouvelles usines, la construction de stations génératrices, de chemins de fer, l'amélioration de vastes régions, l'éducation d'une main-d'œuvre qualifiée de toutes catégories, la liaison entre cette nouvelle édification et l'économie actuelle ainsi

APPENDICE

LA QUESTION DES RÉSERVES

(A titre non d'amendement, mais de document annexe)

La question des réserves doit être considérée plus concrètement qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Du point de vue de la destination des réserves, on peut fixer les catégories suivantes :

1. *Les réserves d'assurances*, dans le sens large du mot, dont la nécessité est conditionnée par l'énorme importance, dans l'ensemble de notre économie, de la production agricole et par sa dépendance de phénomènes naturels. Ce sont, en premier lieu :

a) *Les réserves en blé* ; b) dans la mesure où notre exportation est surtout déterminée par l'instabilité de la production agricole, *les réserves-devises* garantissant nos droits sur la production mondiale.

2. *Les réserves productrices de notre économie*, pour le cas où telle ou telle branche industrielle nécessiterait un développement urgent en vue duquel il serait impossible de trouver les ressources dans l'année en cours ; s'y rattachent les réserves de *matières premières, d'outillage, etc.*

3. *Les réserves de manœuvre*, qui ne sont pas des réserves proprement dites, indiquant seulement que nous laissons, dans nos plans, des marges à remplir éventuellement selon des circonstances imprévues lors de l'élaboration du plan. *La question des réserves de manœuvre ne dépend donc que du degré de rigidité de nos plans.*

Il est nécessaire, en outre, d'indiquer une *forme fautive de réserves*. Ce sont celles qu'on appelle les réserves monétaires pour opérations à l'intérieur du pays. Cette question ne se réduit pas à un aspect étroitement technique d'accumulation de réserves de monnaie-papier, elle signifie alors une politique de circulation monétaire grâce à laquelle nous augmentons, à des périodes déterminées, la capacité d'achat et le cours de notre rouble pour pouvoir, à un autre moment, par une politique fiduciaire plus libérale, l'abaisser de nouveau à son niveau primitif. Si nous sommes — et cela n'est pas contestable — sur le terrain d'une monnaie stable, *il est inadmissible de faire usage à titre de réserve de la hausse de notre monnaie au moyen d'une baisse ultérieure*. Le système de la monnaie stable signifie que notre politique monétaire ne doit admettre aucune baisse. *Et cela implique qu'il ne peut être question, dans ce cas, de réserves.*

Concrètement, prenant en considération la situation économique actuelle :

1. *La réserve de blé* qui n'est, en grande partie, que la compensation des réserves dépensées l'année précédente à récolte mauvaise, se fait chez les paysans. Ceci explique pour une bonne part les prix élevés du blé. Mais, c'est aussi un obstacle à la concentration de ces réserves dans les mains de l'Etat. Etant donnée la situation désavantageuse de notre exportation de blé (le Sud-Est seul maintient encore les prix à un niveau correspondant approximativement aux prix mondiaux), le problème d'approvisionnement en blé pour constituer les réserves d'Etat a haussé davantage encore les prix et affaibli notre exportation, c'est-à-dire nos ressources monétaires. Ce problème ne peut donc être soulevé que l'année prochaine en cas de récolte satisfaisante.

2. *La réserve de devises étrangères*, aussi désirable qu'elle soit, ne peut aussi — vu l'épuisement de notre fonds de devises — être envisagée durant l'année en cours. Elle serait peut-être partiellement réalisable, mais à condition de forcer notre exportation.

3. *Réserves productrices* : vu la famine de marchandises qui sévit et la faiblesse de nos ressources

qu'avec les plans économiques en général, — tout cela ne peut être réalisé en une seule année. Il s'agit de projeter bâtiments et travaux très importants, calculés pour nombre d'années et dont les conséquences économiques se feront sentir longtemps. Le plan annuel doit être partie intégrante du plan d'orientation quinquennal. D'une part, le plan annuel doit, pour sa part, réaliser les tâches indiquées dans le plan quinquennal ; d'autre part, ce dernier doit être annuellement rectifié selon les changements introduits dans le plan d'opérations en cours.

Il est évident que les plans de longue haleine, tenant à nature même de l'économie socialiste, ne peuvent être établis comme une évaluation préliminaire achevée de la dynamique de tous les éléments de l'économie durant cinq à dix ans. La question est de *poser des problèmes pratiques* et de leur donner une concordance créatrice en période de projet comme en voie de réalisation pratique.

La solution correcte de tels problèmes ne peut être obtenue que si l'on se rend compte de la puissance de l'industrie moderne, de ses forces renouvelées, que si l'on abolit le lésinage et la routine dans les questions économiques, que si l'on s'assimile réellement les directives fondamentales du XIV^e Congrès sur l'industrialisation.

* * *

Le système actuel des plans doit être radicalement modifié en vue de les simplifier et de concentrer l'attention des organes économiques supérieurs, en premier lieu du Plan d'Etat (*Gosplan*) sur les grands projets. En conséquence :

1. Il faut placer, au centre de travail du plan, un développement rationnel des éléments fondamentaux de l'édification économique, en particulier des constructions nouvelles en accord avec les problèmes et les possibilités accrues de l'Etat.

2. Renoncer au contrôle méticuleux, par les organes supérieurs, des besognes techniques des organes inférieurs afin de concentrer l'attention des premiers sur des problèmes de plus haute portée, en laissant aux derniers une plus grande responsabilité dans leur travail.

3. Diminuer considérablement la minutie des plans par rapport au programme d'exploitation, en concentrant ce travail et la responsabilité qu'il implique dans les organes d'exécution et en ne laissant aux organes supérieurs que la liaison des plans entre eux et la progression de l'économie générale.

Ce n'est que par une simplification radicale des méthodes de planification que l'on pourra perfectionner les plans établis, leur réalisation, et concentrer effectivement les organes directeurs dans le travail essentiel d'élaboration de grands projets économiques et d'édification socialiste.

V. — LES SALAIRES

Les difficultés économiques ne permettent pas actuellement d'entreprendre une augmentation marquée des salaires. Reconnaissant que le niveau des salaires est insuffisant, le Parti doit s'assigner les tâches suivantes :

a) ne pas admettre, dans l'avenir proche, la diminution du salaire réel ;

b) créer les conditions matérielles d'une augmentation ultérieure des salaires, c'est-à-dire :

aa) un accroissement suffisant du volume de l'industrie en 1926-27 afin que le salaire en monnaie ait une garantie suffisante de marchandises (40 à 45% du budget de l'ouvrier étant couverts par les produits industriels) ;

bb) un rééquipement technique opiniâtre et systématique de l'industrie, seul à même d'assurer un accroissement systématique et ininterrompu du niveau de vie de l'ouvrier.

pour le renforcement de l'industrie, deux lignes de conduite — celle du rétrécissement de l'industrie afin de pouvoir créer des réserves, aussi bien que celle de dépenses supplémentaires afin d'obtenir des réserves complémentaires — seraient également fausses. La question ne pourrait être posée que s'il y avait diminution de la demande sur le marché : nous pourrions alors, au lieu de travailler pour la consommation, travailler pour les réserves. La seule chose dont on puisse parler — c'est d'une certaine rationalisation de la production (renouvellement des outils et machines) grâce à quoi une quantité relative des provisions de matières premières, de combustible, etc., nécessaires à la marche régulière de la production serait réduite et pourrait, par conséquent, servir à former un fonds de réserve.

4. *Réserves de manœuvre* : le degré de rigidité de nos plans ne peut d'aucune façon être considéré comme exagéré, et toute pression dans ce sens signifierait généralement la *minimalisation de nos plans*, surtout dans le domaine de l'industrie — ce qui, dans la situation actuelle, serait une tendance nuisible.

En général, la question des réserves est étroitement liée à celle de l'*accumulation* dans notre économie en général et dans ses différentes branches en particulier. Leur augmentation n'est concrètement possible qu'à la condition de renforcer l'accumulation ce qui exige, répétons-le, un niveau plus élevé de la technique de production. Ainsi, le problème fondamental actuel consiste à créer les conditions préliminaires à la création des réserves. Ceci ne signifie pas, naturellement, qu'il y faut surseoir pour une période indéterminée. En particulier, dans la mesure où l'agriculture possède, à l'heure actuelle, un excédent relatif, l'accumulation de réserves devient, dans ce cas, possible dans un avenir proche, particulièrement l'année prochaine. Les réserves de ce genre sont, du reste, les plus importantes, car elles nous garantissent contre des circonstances indépendantes de notre volonté. L'accumulation de réserves de blé et de devises dans les proportions nécessaires et dans des conditions tant soit peu favorables sera une des tâches essentielles de l'année prochaine.

12 avril 1926.

L. TROTSKY.

Lettres de Moscou

Nous avons publié et publions, sous ce titre, des lettres de correspondants divers, et dont les opinions, interprétations, impressions, varient parfois : mais c'est précisément ce qui en accroît l'intérêt. Nos correspondants sont tous des communistes éprouvés, de nuances différentes mais d'égale conscience, de dévouement absolu à leurs idées, de moralité parfaite. A nos lecteurs de savoir les comprendre. Ceci, pour les idées exprimées. Quant aux renseignements de fait, ils sont dûment corroborés et vérifiés ; on n'a jamais pu, on ne pourra jamais les contester sérieusement ; chacun est libre, bien entendu, de les apprécier autrement que nous.

Moscou, 18 Novembre.

«... Le 10^e Anniversaire a été célébré comme vous pouviez vous y attendre. Pour la mise en scène, ici, on ne craint nulle concurrence. Et il est plus facile de défilé en chantant dans les rues que de fabriquer des tracteurs. Donc, des défilés, nous en avons eu, et de grandioses. La presse avait chauffé à blanc ses lecteurs. Toutes les organisations s'étaient mobilisées. La curiosité a fait le reste. Vous pensez bien que tout le monde voulait voir cela, sans savoir exactement ce qu'il y aurait à voir. Dans tous les pays du monde, on peut faire de ces démonstrations en masse qui ne *démontrent* rien du tout.

« Il ne faut pas sous-estimer, cependant, le sentiment sain qui animait la partie la plus intéressante, bien que pas très consciente ni très éclairée, de cette masse : on a fait en octobre 1917 une grande révolution, on a été assailli par un monde d'ennemis, on a souffert le froid et la faim, on a tenu bon et vaincu la famine, les épidémies, la désorganisation, les insurrections, les agressions et les interventions, on a restauré à peu près l'économie du pays, et l'on se trouve debout, après dix années terribles. Voilà le sentiment commun de la masse qui entoure le Parti, qui n'est pas communiste mais qui tient à sa révolution, qui est pour un régime soviétique (un vrai) et qui croit, sur la foi des campagnes de presse et des affirmations officielles, (il n'y en

à point d'autres), que l'Europe et l'Amérique ne songent qu'à attaquer la Russie.

« Si vous preniez un par un chacun de ces manifestants des fêtes de Novembre, et que vous puissiez causer en confiance, vous ne découvririez en général que des mécontents. Mais pris en bloc, ces mécontents forment une masse presque inerte qui subit les impulsions données par les cadres politiques et administratifs, par les millions de fonctionnaires. La contradiction n'est qu'apparente.

« Songez qu'il y a dans les villes quelque trois millions de chômeurs, dont la majorité ne reçoit pas de secours (le nombre officiel avoué est d'environ un million et demi) ; que la plupart des salaires sont des salaires de misère ; que la crise du logement n'a aucune tendance à s'atténuer ; que le pain, le lait, le sucre font défaut tour à tour dans les magasins, à la porte desquels stationnent de longues queues ; que le prix des denrées n'a pu être abaissé ; que la spéculation s'exerce sur les objets manufacturés ; enfin qu'on ne voit nulle issue à cet état de choses.

« Songez aussi que le peuple n'a pour ainsi dire aucune liberté ; que jamais, aux pires heures du communisme de guerre, des luttes civiles et de la guerre étrangère, la dictature n'a été aussi étouffante. Encore comprenait-on l'état de siège au moment du danger. Mais maintenant ? La prose officielle, qui a envahi tous les journaux, écœure : toujours les mêmes mensonges, le même bluff, les mêmes promesses, les mêmes formules-clichés. De quelque côté que l'on se tourne : censure, guépéou, fonctionnaires aux ordres. Un formidable appareil bureaucratique-policier comprime tout.

« La fatigue consécutive à tant d'années de privations paralyse les réactions de la masse et donne au gouvernement la possibilité de beaucoup se permettre. L'esprit national russe, cultivé par le pouvoir et activé par les souvenirs de l'intervention extérieure armée, ne contribue pas peu à rendre l'opinion maniable. Soit dit en passant, que l'émigration russe en prenne bonne note et que les gouvernements bourgeois se le tiennent pour dit : le peuple russe, quelque indéniable que soit son hostilité au régime stalinien, est « soviétique » dans le sens idéal du terme et les attaques, ou les menaces, de l'extérieur ne font que faciliter la dictature du Bureau politique identifiée à la cause nationale russe.

« L'opposition a saisi l'occasion des fêtes de Novembre pour accomplir une sorte de geste symbolique et manifester en groupes distincts, avec ses propres mots d'ordre. Naturellement, elle a été noyée dans la masse et harcelée par des hommes de main spécialement constitués en équipes à cet effet. L'opinion ne comprend rien au conflit intérieur du Parti (le Parti lui-même n'y comprend pas davantage) et il est prématuré de compter en entraîner une partie importante. Nul ne sait où est la gauche, où est la droite, qui a tort, qui a raison, et on ne tient pas à choisir entre deux dictatures : mais en général, on sympathise avec l'opposition parce qu'elle a le courage d'attaquer les puissants du jour, parce qu'elle proclame des vérités sévères contre l'optimisme de commande, parce qu'elle a une vie, une pensée, une activité critique, parce qu'elle parle de démocratie, si relative fût-elle, parce qu'elle s'identifie, dans une certaine mesure, à l'avant-garde ouvrière, parce qu'elle a un homme prestigieux à sa tête. Mais cette sympathie ne peut, dans les circonstances actuelles, se transmuter en action.

« A Léninegrad comme à Moscou, on a échangé des horions et des injures, mais à Léninegrad la manifestation a été plus importante et la répression plus violente : plusieurs camarades ont été assommés et c'est tout juste si l'on a évité l'effusion de sang.

« Dans le Parti, on procède à des exclusions en masse et, pour intimider les hésitants et les velléitaires, le guépéou est entré en action : une vingtaine de militants communistes irréprochables sont déjà dans la prison intérieure de la Loubianka, au secret, et dans l'impossibilité de communiquer avec qui que ce soit, de recevoir même aliments ou vêtements, pour ne pas parler de lettres et de journaux. La répression est en marche et rien ne semble pouvoir l'arrêter.

« La dictature personnelle de Staline est grandement facilitée par l'approbation servile que lui accordent les pseudo-représentants des partis communistes étrangers et les soit-disant « amis de la révolution russe » invités en grand nombre à l'occasion du 10^e Anniversaire. Vous savez comment ces « délégués » et ces « amis » sont choisis : il y a de tout, parmi eux, excepté des gens qualifiés pour juger la révolution et assez courageux pour avoir une opinion contraire au point de vue officiel. Aucun de ces touristes entretenus aux frais du malheureux peuple russe ne parle la langue du pays ; aucun ne s'est donné la peine d'étudier l'histoire, l'économie, les conditions sociales de la Russie ; aucun n'est en mesure d'analyser, de sonder, de discuter les apparences et de discerner les réalités douloureuses sous certains aspects pittoresques ou spécifiquement russes.

« On exclut du Parti des Trotsky, on emprisonne les meilleurs militants de la révolution, on prive de travail et de pain les héros de la guerre civile, mais, en compensation, Staline se flatte de l'approbation d'un ramassis de contre-révolutionnaires fraîchement repentis, de social-démocrates et d'anarchistes corrompus, de ratés de la littérature, d'acteurs en rupture de scène, d'avocats sans cause, de figurants ouvriers quasi-illettrés et spécialement sélectionnés pour leur inculture, de politiciens domestiqués, de laudateurs recrutés par les pires moyens. Et à quel prix ?

« Jamais on n'avait osé recourir avec un tel cynisme à la corruption, à la distribution de primes à la complicité. Le Gosisdats a convoqué tous les écrivains présents à Moscou pour leur payer les droits d'auteurs refusés jusqu'à présent aux étrangers traduits ici. Tous les journaux ont sollicité des nobles invités des articles largement rétribués en roubles ou en dollars. Un certain nombre de ces « délégués » ont été nommés correspondants de presse avec de bons honoraires en dollars : en voilà qui ne sont pas près de sympathiser avec l'opposition... Inimaginable curée ! C'était à qui se ferait payer. Que le ciel garde la révolution de tels « amis ».

« Il serait intéressant de savoir, en particulier, combien de dollars a gagné ici M. Henri Barbusse, par les procédés les moins avouables, combien il a coûté aux

ouvriers et paysans russes. Dans notre pays si pauvre, où il y a tant de chômeurs dans la détresse, tant d'orphelins sans asile, tant d'étudiants sans pain, tant de misères encore, — ce que les autorités elles-mêmes ne songent pas à nier et dont la preuve est faite chaque jour dans les journaux soviétiques, — avons-nous besoin d'un tel profiteuse ? M. Henri Barbusse n'aurait-il pas eu plus d'autorité, pour condamner un Trotsky, un Racovsky, un Radek, un Préobrajensky et approuver d'avance leur emprisonnement, leur déportation ou leur exécution, s'il avait fait son voyage à ses frais, s'il ne s'était pas fait chèrement payer chacun de ses griffonnages, et s'il n'avait intrigué pour obtenir l'argent destiné à publier à Paris un journal, *Le Monde*, en collaboration avec Daniel Renoult ? Barbusse n'a-t-il pas une grande fortune lui permettant de voyager sans se faire entretenir et de publier à son compte les journaux qu'il lui plaît ? Il paraît que *Le Monde*, destiné à faire concurrence à des feuilles comme *Candide* ou *Les Nouvelles Littéraires*, doit attirer les « intellectuels de gauche » sous l'influence soviétique ; mais à supposer que cette besogne soit utile et que Barbusse et Daniel Renoult aient qualité pour l'assumer, comment ces deux thuriféraires de Staline ne comprennent-ils pas que le désintéressement serait la condition première du succès et que les circonstances où ils créent leur entreprise donne à celle-ci un caractère louche ? Barbusse serait-il directeur, Renoult rédacteur en chef du *Monde*, auraient-ils obtenu leurs dollars s'ils avaient à formuler la moindre critique à la politique stalinienne ? Et que vaudront ces « intellectuels de gauche » qui se laisseront gagner, non par des arguments, mais par des honoraires ?

« Il est juste de dire que parmi ces « amis » de la Russie soviétique dont la parodie de Congrès a condamné l'opposition, il s'est trouvé quelques braves gens qui ne songeaient pas à mal, ouvriers ou intellectuels pauvres ravis de l'aubaine d'un voyage gratis en Russie mais nullement disposés à se faire les approbateurs forcés de n'importe quelle politique. Il s'est même trouvé un homme honnête pour protester contre le rôle qu'on voulait l'entraîner à jouer : c'est l'écrivain Panaït Istrati dont l'attitude contraste avec celle de Barbusse.

« Istrati, après avoir eu le crâne bourré au début, s'est ressaisi à temps quand on a essayé de lui faire croire que Racovsky était de connivence avec des officiers de Wrangel. L'ignominie dépassait toute mesure et, parmi tant de misérables, il ne s'est guère trouvé qu'un Vaillant-Couturier pour la reprendre à son compte. Istrati réagit avec vigueur et, depuis, ne s'en est pas laissé conter. Il a notamment écrit pour l'*Humanité*, à la demande même de ce journal, un article qui a été refusé mais qu'il a ensuite envoyé à *Clarte*. Si *Clarte* le publie, on sera édifié sur le Congrès des « amis »... (1)

« On nous prépare un XV^e Congrès du Parti digne des précédents, avec majorités cent pour cent, délégations ouvrières et paysannes très spontanées, condamnation unanime de l'opposition, bref, un de ces Congrès « monolithiques » comme on sait les cuisiner ici. On pourrait en écrire le compte rendu d'avance. C'est pitié. Quelle rapidité dans la déchéance... Il court des bruits contradictoires d'exclusions, de réintégrations, d'arrestations, mais mieux vaut attendre qu'ils se confirment avant de les rapporter. »

Moscou, 22 novembre.

« ...Nous avons reçu la brochure de Nicolas Lazarevitch : *Ce que j'ai vécu en Russie*. Elle a couru d'abord dans notre cercle, puis dans un autre que nous ne connaissons pas, et ainsi de suite. On aurait dû lui faire un sort en France car c'est un document comme

(1) Panaït Istrati avait l'intention de vivre en Russie, mais, après une expérience de quelques semaines, fixé sur le régime stalinien, il est parti pour la Grèce. — N. D. L. R.

La lettre de Ioffe

Tandis que s'imprimaient tout doucement ces numéros 22-23 du *Bulletin*, en province, nous avons tiré à Paris un supplément, presque une « édition spéciale », numéroté 23 bis, consacré au suicide de notre regretté camarade A. Ioffe.

La lettre écrite par celui-ci à Trotsky, avant de se donner la mort comme protestation contre le régime actuel du Parti, nous a semblé d'un intérêt politique et humain exceptionnel. Ce document poignant doit donner à penser aux camarades capables de se ressaisir.

Dans un prochain numéro, nous donnerons à ce sujet des éclaircissements et nos commentaires.

Nous avons, à l'occasion de ce supplément, décuplé notre tirage et fait un grand effort de diffusion. Les abonnés et lecteurs du *Bulletin* qui ont reçu deux, cinq ou dix exemplaires ont compris sans doute leur devoir de mettre en bonnes mains les exemplaires supplémentaires.

Que personne ne conserve plus d'un numéro. Que chacun contribue à la diffusion. Que notre ami ne soit pas mort en vain !

Nous avons encore quelques centaines d'exemplaires à la disposition des camarades qui en feront la demande. Prière de se hâter.

Bibliographie

Nous avons reçu :

EMILE DERMENGHEM : Thomas Morus et les Utopistes de la Renaissance (A Paris, *Librairie Plon*).

WL. WOYTINSKY : Les Etats-Unis d'Europe (*L'Eglantine*, Bruxelles).

LOUIS BERTRAND : Souvenirs d'un meneur socialiste (Bruxelles, *L'Eglantine*).

MANUEL DEVALDES : Anthologie des Ecrivains réfractaires de langue française (Edition de la revue *Les Humbles*).

LOUIS PASQUET : Immigration et main-d'œuvre étrangère en France (*Editions Rieder*, Paris).

VICTOR BASCH : Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne (Paris, *Félix Alcan*).

ALBERT MATHIEZ : La vie chère et le mouvement social sous la Terreur (Paris, *Payot*).

ANDRÉ BRETON : Introduction au discours sur le peu de réalité (Paris, *Librairie Gallimard*).

LUCIEN DESLIÈRES : Dans l'ornière marxiste (*France-Edition*, Paris).

VIRGILE ARIFFANO : Aux frontières du bolchévisme (Paris, *Librairie universitaire Gamber*).

MAX EASTMAN : Venture (New-York, *Albert and Charles Boni*).

GUIDO MIGLIOLI : Le village soviétique (*Librairie du Travail*, 96, quai de Jemmapes, Paris).

ALEXANDRE BOLDUR : La Bessarabie et les relations russo-roumaines (Paris, *Librairie Gamber*).

J. KESSEL : Nuits de princes (*Les Editions de France*, Paris).

ERNEST JUDET : Le Vatican et la Paix (*André Delpeuch*, éditeur, Paris).

HENRI BARBUSSE : Jésus (*Flammarion*, Paris).

HENRI BARBUSSE : Les Judas de Jésus (*Flammarion*, Paris).

NESTOR MAKHNO : La révolution russe en Ukraine (mars 1917-avril 1918) (*La Brochure Mensuelle*, 39, rue de Bretagne, Paris).

il n'y en a jamais eu, sur la répression en Russie, par son exactitude, sa sobriété, et donc par son éloquence. A peine faudrait-il la compléter un peu, et puis l'éditer à Paris avec éclat.

« Car l'histoire de Lazarevitch est celle qui se reproduit chaque jour : il y a une semaine, on arrêtait un anarchiste italien, Petrini, condamné à 24 ans de prison en Italie, qui s'était laissé provoquer à prononcer des paroles peut-être malsonnantes à la Maison des Emigrants et uniquement pour cela. Ce n'était qu'un ouvrier tailleur, donc pas besoin de se gêner avec lui.

« Vous demandez des impressions sur la lutte intestine du Parti. Je n'ai aucun penchant pour l'opposition, mais en ce moment je ne veux lui faire aucun mal, parce qu'elle est battue et qu'elle joue un rôle utile. Que voulez-vous faire, d'ailleurs, quand la guerre paraît engagée à mort, qu'on exclut, qu'on chasse de leur logement dans les 24 heures Radek et Zinoviev, qu'on prive d'emploi tous les opposants connus, qu'on les traite dans la presse comme vous savez, et qu'on apprend en même temps que l'opposition a envoyé au Comité Central une déclaration où elle renonce à faire appel aux sans-parti et à tenir des assemblées illégales ?

« Actuellement, tandis que certains parlent d'une réintégration possible des exclus dans le Parti, le bruit court dans le public que Trotsky est arrêté, qu'il a tenté de s'enfuir en avion et a été blessé, etc... Vous voyez l'état de l'opinion. En réalité, Staline poursuit implacablement et méthodiquement sa politique intérieure, consistant à éliminer de la vie publique par étapes successives tous ceux qui peuvent le gêner.

« L'opposition représente tout ce qui reste de révolutionnaire dans le parti communiste. Elle a cette utilité de délivrer, dans certains milieux, la pensée critique ; de montrer à tous ce qui pourrait être fait actuellement, en dépit de toutes les difficultés ; de dénoncer une quantité de mensonges, de scandales, d'erreurs qui ne l'étaient jadis que par des adversaires peut-être suspects. Tout cela a des résultats tangibles en Russie et sans doute aussi à l'étranger.

« Mais l'opposition ne paraît pas toujours savoir ce qu'elle veut ; elle travaille énergiquement à détruire le régime de Staline sans en concevoir un très différent, et peut-être gouvernerait-elle demain exactement comme les dirigeants actuels. Son programme économique est insuffisamment étudié, parfois démagogique. Déjà, l'industrialisation stalinienne n'est qu'un bluff, le plan de 5 ans est irréalisable, on est incapable d'utiliser tous les crédits ouverts par l'Allemagne, si bien que les machines restent dans les magasins ; on dépense pour le Dnieprostroï des dizaines de millions alors qu'il n'y aura pas assez d'entreprises pour consommer son énergie, on entreprend à droite et à gauche des constructions qu'on ne sait pas si l'on aura les moyens financiers de terminer, enfin on est acculé à l'inflation. Dans ces conditions, comment peut-on parler de superindustrialiser ? Le milliard à tirer des koulaks est introuvable. L'emprunt d'industrialisation, malgré une pression formidable qui en fait presque un emprunt forcé, n'a donné que 150 millions, au lieu des 200 prévus. Où trouver les fonds pour continuer même les grands travaux commencés ? La solution sera en définitive trouvée mais, comme toujours, dans l'exploitation des ouvriers et des paysans : c'est par elle que s'opère le progrès économique lent, mais réel, qui s'observe déjà.

« L'opposition, privée de tout moyen d'expression, n'a dans le Parti qu'une petite minorité, et les staliniens convaincus ne sont aussi qu'en très petit nombre. Le gros du Parti est passif et, par conséquent, vote pour les résolutions officielles sans y croire. En dehors du Parti, tout le monde sympathise avec l'opposition : presque personne pour son programme mais presque tous parce qu'elle est l'opposition. Voilà, en gros, la vérité, déguisée par les deux camps... »

La lutte de classes en Russie

Un article de Korsch

L'organe du groupe⁽¹⁾ Kommunistische Politik n° 17-18, a publié un article consacré au 10^e anniversaire de la Révolution russe, sous le titre : Dix années de Lutttes de Classes en Russie Soviétique. Nous en publions ici une analyse de Karl Textor.

Nous avons déjà signalé que, seul des théoriciens en vue de la « gauche » ou soit-disant gauche allemande, Karl Korsch, dont nous sommes loin de partager toutes les opinions, fait un effort sérieux pour renouveler la pensée de son groupe, tandis que Maslow et C^o délaient des formules vides et cultivent une triste démagogie.

Dix années de luttes de classes en Russie soviétique

Korsch évoque les discussions actuelles du P.C. russe et se demande ce qui se cache derrière les mots d'ordre « léninistes » et « orthodoxes » des uns et des autres. Et il poursuit :

« C'est un primitivisme extrêmement vulgaire et le contraire de la méthode matérialiste-critique, appliquée par Karl Marx, quand certains « marxistes » et « révolutionnaires » contemporains répondent à cette question que toute la lutte fractionnelle de nos jours au sein du parti bolchévique gouvernant n'est essentiellement autre chose qu'une lutte personnelle de clans de chefs ambitieux pour le pouvoir. Pour ces « marxistes », Karl Marx a vainement écrit sa *Lutte de classes en France* et son *18 Brumaire de Louis Bonaparte* et c'est en vain qu'il a démontré que l'application de sa méthode matérialiste consiste précisément à « ramener tous les conflits politiques », y compris les plus vulgaires querelles entre les différents groupements d'un parlement, d'un gouvernement, d'un parti régnant ou opposant « à des conflits d'intérêts des classes sociales et fractions de classes et à faire apparaître les divers partis politiques comme l'expression plus ou moins adéquate de ces mêmes classes ou fractions de classes ». ... Tous ces enseignements de Marx n'existent pas pour nos primitivistes. Ils répètent avec acharnement leur triviale phrase que Zinoviev et Trotsky « ne valent pas mieux » que Staline et que, par conséquent, toute la querelle entre eux serait complètement indifférente aux prolétaires russes opprimés et exploités par la bourgeoisie de la Nep et par la bureaucratie ».

Korsch expose ensuite que cette manière de voir constitue une analyse aussi « abstraite » et « idéaliste » des événements russes que la légende officielle « léniniste » de l'édification du socialisme en Russie soviétique. « Les uns, dit-il, ne veulent voir que l'édification d'un prétendu « socialisme » dans le pays de la révolution prolétarienne victorieuse. Les autres ne voient, au contraire, dans l'évolution des dernières dix ou sept années que le triomphe de la contre-révolution bourgeoise sur le dos d'un prolétariat intellectuellement et physiquement paralysé par une fourberie de 100 % et par la violence ouverte, c'est-à-dire l'édification ou la

reconstruction du capitalisme ». Et Korsch reproche aux uns et aux autres de ne pas voir « ce qui constitue, d'après la doctrine de Marx et d'Engels, l'essence réelle de toute l'histoire : les luttes de classes, et notamment la lutte du prolétariat, d'après Marx la « seule classe effectivement révolutionnaire » dans la société contemporaine ».

« Contrairement à ces deux conceptions fausses et plates, une analyse critique et marxiste du développement social déclenché par la révolution d'octobre 1917 et des luttes fractionnelles actuelles et passées au sein du P.C. de l'U.R.S.S. doit partir d'un point de vue envisageant les dix années de régime soviétique comme une période de luttes de classes nouvelles et d'un nouveau genre ».

« La particularité de cette période de luttes de classes nouvelles, inaugurée par la révolution d'octobre, consiste en ce que, pour la première fois dans l'histoire, le prolétariat avait remporté une victoire tant soit peu durable, quoique d'abord dans un seul pays... »

La nécessité de la lutte de classes demeurerait ainsi intacte, non seulement pour le prolétariat international mais aussi pour le prolétariat russe.

« Mais cette lutte révolutionnaire du prolétariat devait subir inévitablement une forte modification de forme dans l'Etat de la dictature prolétarienne (le fait que les hommes d'Etat léninistes d'aujourd'hui déshonorent basement et traîtreusement l'idée de la dictature prolétarienne ne saurait aucunement nous empêcher de reconnaître sans ambages la nécessité de la dictature révolutionnaire de la classe prolétarienne). Dans ce sens, aucun marxiste révolutionnaire ne conteste la nécessité temporaire de la défense de la patrie socialiste ni l'utilité, le cas échéant, de l'« intervention rouge » à l'extérieur et de la « terreur rouge » à l'intérieur ; mais leur mise en relief particulière par les bolchéviks russes et par leurs imitateurs par trop bolchévisés dans les sections non-russes de l'I.C. rentre déjà dans la catégorie des « mauvais services » que rendent, d'après Rosa Luxembourg, au socialisme international ceux qui veulent présenter au prolétariat comme des conquêtes nouvelles toutes les fautes commises en Russie sous la pression de circonstances défavorables ; dues en dernier lieu à la banqueroute du socialisme international dans la guerre mondiale. Mais il est naturel, du moins pour un marxiste, que malgré toutes les formes nouvelles de la lutte des classes sous la dictature prolétarienne dans un pays où les classes et les antagonismes de classes subsistent dans la structure économique de la société, base réelle du nouvel Etat, la lutte des classes des ouvriers sous la vieille forme « révolutionnaire » demeure une nécessité absolue, que nul décret et aucune « théorie » nouvelle ne sauraient abolir et que le développement matériel engendre toujours de nouveau en dépit de toutes les répressions. »

« C'est ainsi que surgit, précisément par la conquête révolutionnaire du pouvoir, par l'instauration de la dictature prolétarienne dans l'Etat Soviétique russe, la formidable contradiction nouvelle en butte à laquelle se trouva le prolétariat russe et international au lendemain d'Octobre 1917. »

Korsch ramène à cette contradiction tous les conflits qui surgirent au cours des dernières dix années au sein

du P.C. russe et du mouvement ouvrier international. Il rappelle la discussion de 1920-21, où « Trotsky estimait superflue et nuisible toute continuation de la lutte de classes directes, et où Lénine voulait contenir cette lutte, du moins dans les formes limitées à la base de l'Etat soviétique révolutionnaire et dans le cadre des « nécessités d'Etat », tout en déclarant incompatibles avec le parti communiste et inadmissibles dans l'Etat de la dictature prolétarienne les revendications de l'opposition ouvrière de Chliapnikov. »

Ainsi s'opposent toujours, depuis dix ans, au sein de l'Etat de la dictature prolétarienne, les besoins et les intérêts de la classe ouvrière aux nécessités de l'Etat. Voilà, d'après Korsch, la contradiction en face de laquelle se trouve le prolétariat aujourd'hui comme dans les révolutions bourgeoises du XIX^e siècle. « Et précisément le grand progrès historique, le fait que cette révolution ne fut pas seulement réalisée pratiquement par la classe prolétarienne, mais remportée sous ses propres mots d'ordre, rend d'autant plus difficile et douloureuse la solution réelle et prolétarienne de cette contradiction. »

Dans toutes les révolutions précédentes, cette « solution révolutionnaire » s'effectuait ainsi : au cours du développement ultérieur, les classes alliées contre l'ancien pouvoir d'Etat furent fatalement poussées les unes contre les autres dans une seconde bataille où succombait régulièrement le prolétariat, mais précisément par ces défaites prolétariennes, la république née de ces luttes fut séparée des illusions et des concessions sociales qui lui avaient été attribuées, et constituée officiellement en république bourgeoise, et d'autre part la classe ouvrière fut fatalement débarrassée de ses illusions au sujet du caractère de cette république, se trouvant face à face avec son véritable adversaire de classe futur, la bourgeoisie.

« Toutes les tentatives d'appliquer ce même schéma au développement de la lutte des classes en Russie soviétique depuis dix ans sont vouées à l'échec. » Korsch indique ensuite les dates principales qui, à son avis, marquent des défaites du prolétariat russe : Brest-Litovsk en 1918, suivi de la défaite du groupe Smirnov-Sapronov, combattant pour le « centralisme démocratique », la défaite de l'opposition ouvrière de Chliapnikov (et Cronstadt) en 1920-21, et la capitulation répétée de l'opposition Trotsky-Zinoviev en 1925-26.

« Mais aucune de ces « défaites » intérieures du prolétariat russe ne constitue une césure aussi nette et tranchante que la défaite du prolétariat de Paris en juin 1848. Le prolétariat russe était beaucoup plus lié que le prolétariat dans les révolutions antérieures à la révolution qui avait triomphé sous ses propres mots d'ordre, au produit de cette révolution : l'Etat de sa dictature révolutionnaire ; d'autre part, il était resté seul à l'échelle internationale depuis 1921 et resté trop faible tant numériquement que par son poids spécifique, vis-à-vis des autres classes dans la république soviétique ; aussi n'eut-il jamais l'occasion de défendre ses propres revendications dans une bataille ouverte pour forcer ainsi le nouvel Etat révolutionnaire, la « république socialiste soviétique », à révéler sa véritable figure en tant que nouvelle forme de l'Etat bourgeois ayant pour but de perpétuer la domination du capital, l'esclavage du travail, et pour se constituer lui-même en classe révolutionnaire aussi en face de cet Etat nouveau. »

Korsch voit la cause principale de ce revirement dans le changement des rapports de forces, intervenu dans le monde depuis 1921 : la consolidation du capitalisme, qui réussit à surmonter la crise économique internationale de 1919-1921. « C'est justement ici que la véritable essence du développement de l'Etat soviétique se révèle depuis octobre 1917 comme une lutte de classes permanente, non seulement à l'échelle russe, mais à l'échelle internationale. »

Et Korsch conclut que l'apparition de l'Etat soviétique sous sa vraie figure, selon lui celle d'un nouvel Etat de classe capitaliste, crée ainsi la possibilité de la formation d'un parti de classe vraiment révolutionnaire du prolétariat.

Quelques remarques sur l'Etat soviétique

L'article de Korsch ne manque pas d'intérêt. Il constitue une tentative de sortir des ornières parsemées de lieux communs et de rompre hardiment les conceptions immuables de ceux pour qui tout change, hormis l'Etat de la Révolution russe, considéré par eux comme « tabou », comme étranger à toute évolution, sauf, bien entendu, celle vers le socialisme « dans un seul pays ».

Mais Korsch va trop loin. Pour lui, l'Etat soviétique est déjà devenu un Etat de classe capitaliste. Bien qu'il déclare que le schéma des révolutions bourgeoises du XIX^e siècle ne saurait être appliqué aux événements russes, il l'y applique quand même. En effet, la différence qu'il établit entre les révolutions précédentes et la révolution russe est purement quantitative : en France, le 22 juin 1848 est marqué par une défaite sanglante, par une césure nette et palpable ; en Russie, par contre, la même évolution s'est accomplie, selon lui, par étapes. De toute façon, le prolétariat se trouverait, dans la Russie de 1927 comme dans la France de 1848, en face de l'Etat de ses exploités.

Cette comparaison schématique n'est pas, à notre avis, la seule erreur de Korsch. Quand il affirme que la lutte de classes continue dans l'U.R.S.S. (ce que bien des bolchévisateurs sont si souvent portés à oublier !) il a bien raison. Mais la lutte de classes « en soi » n'explique rien. Elle peut servir à éclaircir l'attitude des partis et des fractions uniquement si l'on analyse d'abord la structure économique de la société. Ce n'est que sur cette base qu'on parvient à se rendre compte des multiples intérêts, aspirations et revendications des classes sociales qui s'affrontent. Autrement, on risque de s'engager dans des déclamations creuses et dénuées de fondement.

Korsch affirme que l'Etat soviétique est devenu l'instrument de classe des exploités. Mais il serait fort embarrassé si on lui demandait où sont ces exploités. Personne n'ignore qu'il y a des exploités en Russie : les bourgeois « nepmans » et les « koulaks ». Mais on sait également que ces éléments sont encore très peu nombreux dans l'ensemble de la population, qu'ils ne sont pas au pouvoir, qu'ils sont obligés d'exercer une pression indirecte, économique sur le pouvoir pour manifester leur mécontentement à l'égard de telle ou telle mesure gouvernementale. On sait en outre qu'une partie infime de l'industrie est aux mains d'entrepreneurs privés et que, par conséquent, l'immense majorité des travailleurs salariés n'est pas exploitée par des capitalistes.

La lutte de classes continue, en effet, dans l'Union des Soviets. Le prolétariat combat pour refouler les éléments de l'économie privée, pour entraver la croissance et la renaissance du capitalisme qu'engendre fatalement la petite production pour le marché. Il suffit donc de jeter un coup d'œil sur la charpente économique du pays des Soviets pour se rendre compte que la lutte de classes s'y poursuit dans un autre sens que ne le suppose Korsch.

La crise actuelle du parti bolchévique s'explique tout autrement. Elle se rattache à un phénomène que nous avons eu l'occasion d'observer dans tous les pays d'Europe occidentale : la bureaucratisation des « sommets » du mouvement ouvrier. C'est un phénomène normal, fatal, inéluctable dans certaines circonstances. Il est d'autant plus inévitable dans un pays comme la

(1) Voir dans le *Bulletin* de juillet-septembre la lettre d'Allemagne.

Russie, où la grande masse de la population, plus arriérée et plus inculte que dans les pays à capitalisme plus développé, était appelée à remplir de nombreuses et importantes fonctions. La même chose se répétera un jour chez nous, quoique d'une façon moins aiguë, car notre prolétariat a subi plus longtemps la dure école du capitalisme.

En tracent, dans *l'Etat et la Révolution*, les traits fondamentaux de l'Etat prolétarien, Lénine a insisté à plusieurs reprises sur l'amovibilité des fonctionnaires. Lénine a eu mille fois raison. Mais la meilleure loi contre l'alcoolisme ne saurait être appliquée dans un pays peuplé d'abstinents. De même, l'amovibilité des fonctionnaires doit rester lettre morte s'il n'y a pas un nombre suffisant de gens capables de remplir les fonctions de ceux qu'on veut destituer. Au début, le prolétariat russe se trouvait dans cette situation. Aujourd'hui, grâce à l'élévation incontestable de son niveau culturel sous le régime soviétique, il est déjà davantage en mesure de remplacer les fonctionnaires dont il est mécontent. Mais en attendant, pendant qu'il acquerrait les notions nécessaires, les fonctionnaires temporairement inamovibles se sont incrustés à leurs postes, qu'ils défendent à présent coûte que coûte.

L'appareil d'Etat est aux mains de la bureaucratie du parti bolchévique, tout comme le Parti lui-même. Que des éléments non-prolétariens s'y soient glissés, qu'ils y jouent un certain rôle, personne ne peut le nier. Mais il est certain que l'Etat soviétique n'est point un Etat de classe capitaliste, qu'il ne défend point les intérêts des exploités — puisqu'il est lui-même propriétaire-incontesté de la plupart des entreprises industrielles — et que, par conséquent, la lutte de classe du prolétariat russe ne peut être identifiée, comme le fait Korsch, avec la lutte prolétarienne après la révolution bourgeoise contre l'Etat capitaliste constitué par la bourgeoisie. Pour qu'on puisse recourir à cette analogie, il faudrait d'abord un changement profond et radical de la structure économique de l'U.R.S.S., la rétrocession à la bourgeoisie des entreprises nationalisées, etc.

Il est évident que la bureaucratisation constitue un danger immense pour la lutte prolétarienne en Russie. Elle enchaîne le prolétariat, lui enlève la liberté d'action contre les éléments ennemis dressés contre lui, paralyse sa liberté d'esprit, indispensable pour triompher de tous les obstacles. C'est pourquoi nous nous sommes élevés dès le début contre les méthodes bureaucratiques qui étouffent le mouvement communiste depuis quatre ans. C'est pourquoi nous soutenons l'opposition du P.C. de l'U.R.S.S. là où elle combat pour la démocratie, contre l'emprise des bureaucrates sur l'activité prolétarienne.

Mais un Etat de classe capitaliste et un Etat prolétarien tombé sous le joug d'une bureaucratie d'un parti ouvrier sont deux choses différentes. Pour que la superstructure étatique change foncièrement en Russie, il faudrait d'abord un bouleversement complet de la base économique, le rétablissement effectif de la production capitaliste.

Korsch a négligé de faire cette analyse. Aussi ses conclusions restent-elles suspendues en l'air, sur la base d'un schéma abstrait, d'une lutte de classes abstraite, d'un Etat abstrait, et d'une comparaison impossible.

Nous voyons ici combien il faut prendre garde, en analysant la révolution russe, de recourir à des comparaisons schématiques avec les révolutions bourgeoises du passé. La révolution prolétarienne s'accomplit sur un plan nouveau, avance en pays inconnu. Elle ne peut, comme disait Marx dans *Le 18 Brumaire*, dont Korsch recommande cependant la lecture, chercher son exemple dans le passé. Elle ne triomphera que si la classe ouvrière sait librement orienter ses pas, sans être tenue en tutelle par la bureaucratie, en s'appuyant sur une analyse juste et profonde de la réalité économique.

KARL TEXTOR.

FAITS & CHIFFRES

Le parti communiste russe

D'après la section de statistique du Comité central, le P.C. de l'U.R.S.S. comptait, au 1^{er} janvier 1927, 33.135 cellules et 3.142 groupes de stagiaires, dont faisaient partie 1.130.271 membres, dont 733.174 membres titulaires et 397.097 stagiaires. Il y a dans le Parti 147.513 femmes.

(Il va de soi que ces chiffres sont d'intérêt relatif, puisque l'adhésion au Parti, en Russie, constitue essentiellement une assurance contre le chômage et un moyen d'améliorer son sort. Quand la qualité de membre du Parti comportait des risques, c'est-à-dire jusqu'en 1921 environ, le Parti comptait le tiers de l'effectif actuel. Il revient à d'autres rubriques d'éclairer la question de *qualité* de ces membres).

Le Labour Party

Aux dernières élections municipales d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles, portant sur un tiers des conseils, le Labour Party a gagné 167 sièges et en a perdu 39, soit un gain net de 128 sièges.

A noter que ces élections tendent de plus en plus à opposer un bloc bourgeois (libéraux et conservateurs confondus) au parti des travailleurs.

Aux élections de l'an dernier, le Labour avait déjà gagné 146 sièges.

Les communistes anglais ne jouent pour ainsi dire aucun rôle dans cet ordre d'événements.

Le Socialisme en Norvège

Aux élections législatives du 17 octobre, les socialistes ont doublé leurs suffrages et obtenu 56 sièges, au lieu de 24 qu'ils avaient antérieurement. (Le Storting compte 150 membres).

Les communistes, qui étaient 6, ont perdu environ la moitié de leurs voix et ne sont plus que 3. Encore ce débris d'organisation communiste n'existe-t-il que grâce aux secours de Moscou.

Une fois de plus, il faut constater l'impudence des menteurs « léninistes » qui ne cessent de prétendre que, partout, les masses vont vers eux et dont les publications annoncent toujours des victoires.

Boîte aux lettres

Voglet. — Ne pouvons accepter d'abonnement de six mois. Un communiste doit être capable de verser 15 francs pour une année.

Babut. — Pas le temps d'écrire. Excusez.

Delfosse. — T'avions écrit il y a trois mois. Lettre sans doute égarée.

Berthe Joly. — En effet, nous n'avions pas reçu la première lettre. Envoyons les numéros demandés.

Barat, André, Dunois, M. Pelletier, Bottelberghs, Bureau, Hattenberger, Noël, Michel Paul, Berthier, Lachastre, Finas, Arian, Vereecken, Léon Lecache, Rocca, R. Michaud, Weitzman, Cirri, Labin, B. Joly, Callewaert, Giraud, Constantin. — Accusons réception.

Stassova. — Ne sommes pas responsables. Envoi fait correctement. Réclamez au *Glavlit*.

A. Richard. — Grand merci pour le bouquin.

Souzy, Bocquet, Thomas, Berthelemy, Garsot, Meslet. — Accusons réception.

Un Chamberrien. — Reçu 10 francs. Pouvez envoyer souscription pour tirage affiche et « supplément », très coûteux.

Constantin. — Faut-il vous envoyer des lettres de l'offe? Combien? Pouvez-vous rassembler des souscriptions à cette occasion?

Pour le salut de la Révolution

Henriette Roland-Holst, communiste de la première heure, collaboratrice de Lénine pendant la guerre, et un des esprits les plus éminents et cultivés du mouvement ouvrier international, vient de publier dans la Tribune d'Amsterdam l'article suivant, que nous avons le devoir de reproduire. Il est probable que cet article lui vaudra d'être exclue, à son tour, du Parti et de l'Internationale communistes. Mais est-il possible, à l'heure où nous sommes, d'être toléré dans un parti dit communiste sans devenir complice?

Les dissensions dans le Parti communiste russe ont pris dans les derniers temps un caractère de plus en plus grave.

Les perquisitions opérées par le Guépéou dans la nuit du 12 au 13 septembre chez un certain nombre de membres de l'opposition ont eu comme résultats tant la confiscation de quelques machines à écrire et d'un multiplicateur que l'arrestation de quelques sténo-dactylos qui n'étaient pas membres du Parti. Immédiatement, les camarades Préobrajensky, Serebriakov et Charov ont déclaré que c'étaient eux qui avaient organisé l'appareil technique de l'opposition. Ces trois hommes sont membres du Parti respectivement depuis 1904, 1905 et 1903; les deux premiers ont occupé les postes les plus responsables. Il va sans dire qu'ils n'ont commencé à publier en secret les thèses et les résolutions de l'opposition que parce que la presse du Parti leur était complètement fermée.

Ces trois camarades demandèrent qu'on leur rendit le matériel confisqué et qu'on remit en liberté les sténo-dactylos arrêtés. Zinoviev protesta contre les perquisitions. D'autres membres de l'opposition protestèrent dans les cellules du Parti contre le fait que le Guépéou se mêlât aux dissensions du Parti.

Là-dessus Staline fit savoir à toutes les organisations du Parti qu'on avait découvert une « imprimerie secrète » de l'opposition. A ce communiqué était jointe une circulaire du Guépéou, dans laquelle on essayait de démontrer que certains membres de l'opposition étaient en relations avec une « organisation illégale contre-révolutionnaire », et qu'on devait s'attendre à un « coup de main militaire ».

Il était si évident que toute cette histoire avait été façonnée pour les besoins de la cause qu'on n'en crut pas grand-chose dans le Parti. Parmi les soi-disants compromis, il y avait plusieurs vieux militants comme l'ouvrier Mratchovsky, qui avait bien mérité du Parti depuis 1905 dans des circonstances très difficiles et qui, entre autres, a aidé à libérer le territoire de l'Oural de la Terreur Blanche et de Koltchak.

Pendant le mois de septembre, on a exclu du Parti plusieurs centaines de membres de l'opposition. Le 20 octobre, l'assemblée générale du Comité Central doit se réunir. Il faut craindre que la majorité commence par mettre Zinoviev, Trotsky, Smilga et d'autres membres de l'opposition hors du Comité Central. Et cela sera le début d'une campagne générale contre l'opposition, que le Comité exécutif de l'Internationale communiste sanctionnera, à moins que les membres des partis communistes ne protestent contre la politique brutale de Staline, et qu'ils n'exigent que l'opposition ne soit condamnée qu'après la publication de son programme, de ses griefs et revendications, et après ample discussion dans l'Internationale Communiste.

En supprimant toute liberté d'opinion, on a exaspéré l'opposition, et on l'a forcée à une action clan-

destine. Ce qu'il nous faut exiger premièrement, c'est la liberté pour l'opposition d'exprimer son opinion. C'est, ensuite, l'amnistie complète pour les groupes dits « de gauche », d'ouvriers et d'intellectuels qui, dans ces dernières années, ont été arrêtés et déportés.

Voici un exemple qui permet de juger les méthodes scandaleuses dont on s'est servi : dans le courant de l'été dernier, — probablement au mois de juillet, — on a arrêté cinquante-six membres d'un groupe « de gauche » de l'opposition de Moscou. Ils avaient été priés de vouloir se rendre au bureau du Comité de leur district, qui désirait un entretien avec eux. Là, des agents du Guépéou les attendaient et ils furent enchaînés et conduits au bureau central de police. Parmi eux se trouvaient quelques employés de syndicats, le chef d'un bureau de la milice, trois ouvriers techniques responsables appartenant au service télégraphique et quelques secrétaires de cellules du Parti.

Ces persécutions de membres de l'opposition, et aussi de socialistes révolutionnaires, d'anarchistes et de pacifistes ayant refusé le service militaire, jettent une ombre déjà depuis plusieurs années sur l'image de la République des Soviets. Ces mesures affaiblissent dans la classe ouvrière l'idée que la Russie sera capable de rester l'exemple lumineux dans la lutte pour la délivrance de tous les opprimés.

En troisième lieu, il faut que nous protestions contre le projet du gouvernement russe de n'abolir la peine capitale que pour les criminels ordinaires — mais de la conserver pour les crimes contre l'Etat. Nous croyons, nous autres communistes, que la violence est inévitable dans les moments décisifs de la lutte des classes, mais la morale socialiste ne peut approuver la terreur d'un Etat puissant et fort contre des individus, si coupables et si méchants qu'ils soient. Les nombreuses exécutions en Russie, pendant les derniers mois, n'ont nullement diminué le danger menaçant le pays de la part de la réaction. Au contraire : elles ont aggravé ce danger, en affaiblissant la sympathie de la classe ouvrière pour la République des Soviets. La grande majorité des ouvriers, y compris les révolutionnaires, se rend bien compte que la peine de mort est un moyen si peu en rapport avec notre but, la société fraternelle, que son emploi ne tend pas à nous rapprocher de cette société, mais au contraire à nous en éloigner.

Ce n'est que si nous exigeons la libre discussion pour l'opposition sur le terrain national et international, ce n'est qu'en nous opposant aux exclusions, — en réclamant l'extension de l'amnistie aux membres des groupes « de gauche », socialistes-révolutionnaires, anarchistes et pacifistes — et, enfin, l'abolition complète de la peine de mort — ce n'est qu'en accomplissant tout cela que nous autres, communistes, aurons le droit de fêter, la tête haute, le dixième anniversaire de la Révolution de Novembre. Ce n'est qu'en posant ces revendications que nous ne chargerons pas notre conscience comme nous le ferions si nous gardions le silence alors qu'il est de notre devoir de parler, et si nous reculons devant une lutte difficile.

Ce n'est qu'en posant ces revendications que nous tendrons à réaliser la liberté de critique et la liberté d'opinion, sans lesquelles le mouvement ouvrier ne pourra surmonter la crise terrible dans laquelle il se débat aujourd'hui. Et ce sont également ces revendications qui nous permettront d'élever la lutte pour le socialisme dans une sphère de magnanimité se distinguant fondamentalement de la cruauté de nos adversaires de classe.

17 octobre.

H. ROLAND-HOLST.

DANS L'INTERNATIONALE

Une Déclaration de Trotsky

A la fin de la dernière session du Comité Exécutif de l'Internationale, après le vote de la résolution condamnant une fois de plus l'opposition, Léon Trotsky fit la déclaration suivante :

La nouvelle résolution contre l'opposition couronne une politique de déviation indubitable et indiscutable de la ligne marxiste et léniniste vers la droite.

Les causes objectives de cette déviation sont à chercher dans la défaite du prolétariat mondial, dans la stabilisation temporaire du capitalisme et dans le rythme ralenti du développement socialiste de l'U.R.S.S.

Cette déviation à droite s'est développée et affermie à la suite d'une série de défaites grâce à une direction fautive et désemparée. Cette déviation rend plus aigus les conséquences de la défaite de la classe ouvrière et plus difficile la préparation de ses victoires.

La défaite du prolétariat allemand en 1923, les défaites de Bulgarie et d'Esthonie, les défaites des grandes grèves en Angleterre et, enfin, la défaite du prolétariat chinois ont non seulement temporairement renforcé la social-démocratie aux dépens des partis communistes, mais ont aussi renforcé dans les partis communistes l'aile droite aux dépens de la gauche. Le Parti Communiste de l'Union Soviétique ne fait pas exception à ce phénomène international. Son aile droite, s'appuyant sur un appareil puissant, frappe exclusivement la gauche, et avec des moyens mécaniques de répressions, d'exils, de révocations et d'exclusions, déplace encore davantage les rapports de forces au détriment de l'aile gauche.

Telles sont les raisons générales grâce auxquelles nous, opposition de gauche, nous présentons comme minorité, tandis que des communistes de la trempe de Martynov, de Sméral, de Pepper, de Thaelman et autres tonnent contre nous au nom du bolchévisme.

Sur la question du Comité Anglo-Russe, l'Exécutif a sanctionné la capitulation inouïe de Berlin devant les briseurs de grèves et les traîtres. Qu'on le veuille ou non, — c'est une ligne qui conduit à Amsterdam. Bien plus : si cette ligne est encore suivie, des tendances se feront jour dans l'Internationale communiste pour jeter un pont à la II^e Internationale. Nous voyons déjà aujourd'hui comment ces tendances se forment. Nous mettons en garde contre elles. Nous leur déclarons d'ores et déjà une lutte sans merci.

Les espoirs en l'appui des dirigeants réformistes britanniques contre la guerre se sont révélés de pitoyables illusions. La conduite des chefs du Conseil Général et du parti travailliste, à la veille de la rupture diplomatique comme au moment même de cette rupture, a été lâche et indigne. Ces deux qualités ne feront que croître à mesure que la guerre se rapprochera effectivement.

Dans la question de la révolution chinoise, l'Exécutif a adopté une décision sanctionnant la ligne erronée du passé et préparant de nouvelles défaites pour l'avenir. Les chefs du Kuomintang

à Hankéou, du type de Wan-Tin-Wei et compagnie, font les yeux doux à la bourgeoisie, mettant un frein au mouvement agraire et ouvrier, et s'ils ne parviennent pas à le ralentir, ils s'uniront à Tchang-Kai-Chek contre les ouvriers et les paysans. Quiconque se proclame, dans ces conditions, contre les Soviets et pour la soumission du Parti Communiste au Kuomintang, c'est-à-dire à Wan-Tin-Wei, prépare une nouvelle défaite, peut-être encore plus cruelle, de la révolution chinoise. Nous déclarons qu'il n'y a pas de justification à cette ligne de conduite. Nous prenons l'engagement de mener, de toute notre énergie, dans l'Internationale Communiste, une lutte pour changer cette politique grossièrement opportuniste.

Vous n'avez pas admis ici le camarade Zinoviev qui, durant sept ans, a été le président de l'Internationale Communiste. Nos discours et articles ne sont pas publiés. Les travaux de l'Exécutif même sont entourés d'un silence compact. Est-ce ainsi qu'on prépare la classe ouvrière aux dangers d'une guerre? Mais il ne suffit plus, à présent, de passer sous silence les discours ou articles de l'opposition : il faut maintenant, de plus en plus, faire la conspiration du silence sur les faits mêmes. Chaque jour des télégrammes de Chine, d'Angleterre, de partout, sont cachés au Parti et à la classe ouvrière pour la seule raison que la marche des événements contredit la fautive politique de la direction. On désarme ainsi le Parti, on accumule les erreurs et on prépare de nouvelles défaites.

La tentative de représenter la lutte contre l'opposition comme une lutte contre le *trotskisme* ne représente, surtout à la lumière des événements chinois, qu'un moyen poltron et piteux de masquer la déviation de droite. Vous essayez de ranimer artificiellement les désaccords entre Trotsky et le bolchévisme, liquidés par Trotsky longtemps avant que la majorité de cette assemblée se soit ralliée au bolchévisme. En vain ! L'expression la plus achevée de la ligne officielle dans la question chinoise a été donnée ici par Martynov qui, dans trois révolutions, a occupé une position contre-révolutionnaire active. Il répète aujourd'hui à l'égard de la Chine tout ce qu'il disait en 1905 et en 1917. Le leader du menchévisme, Dan, considère la position de Martynov dans la question chinoise comme correcte et conforme en tous points au menchévisme. Vous appelez les points de vue fondamentaux de Lénine du « trotskisme » afin de justifier la lutte de Martynov contre eux. Avec ce glissement idéologique, un tel camouflage devient inévitable. Les idées que nous soutenons représentent le point de vue du bolchévisme vérifié par toute l'histoire de notre Parti.

Une centaine environ (1) de vieux bolchéviks, premiers fondateurs de notre Parti, ont présenté ces jours-ci une déclaration au Comité Central, se solidarissant avec les principaux arguments de l'opposition : ce fait brise définitivement les réfé-

(1) Dans la suite, trois mille camarades. — N. d. l. R.

BELGIQUE

Le Drapeau Rouge du 29 novembre a publié une résolution du Comité Central du P.C. belge sur la crise du bolchévisme, précédée de la note suivante :

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée par le Comité Central de notre parti dans sa séance du 27 novembre. Elle réserve entièrement la discussion sur le fond de la question russe.

Le C.C. par 15 voix contre 3, après une longue discussion a nettement confirmé le sens exact qu'il entend donner à cette résolution, c'est-à-dire un effort en faveur de l'unité du parti russe et de l'I.C. dans les conditions actuelles de la lutte implacable qu'ils doivent mener contre la réaction mondiale.

Cela après que les camarades qui ont voté contre cette résolution ont exprimé l'avis qu'elle constituait un soutien direct à l'opposition russe dans sa lutte contre le C.C. du parti communiste russe.

Le C.C. a adopté, en deuxième lieu, une motion exprimant sa volonté inébranlable de rester dans l'I.C. et de respecter, sans une infraction quelconque, la discipline de son organisation mondiale révolutionnaire.

Voici le texte de la résolution :

Le C.C. du P.C.B. ayant pris connaissance des décisions de la Commission Centrale de Contrôle du P.C. de l'U.R.S.S. concernant :

- L'exclusion de Kamenev, Rakovsky, Smilga, Evdokimov et Avdeief du C.C. ;
- L'exclusion de Mouralof, Bakaief, Sokolovsky, Peterson, Solovief et Lisdine de la C.C.C. ;
- L'exclusion de Trotsky et de Zinoviev des rangs du Parti.

Demande au Présidium de l'I.C. de décider la suspension de ces exclusions ainsi que la convocation rapide d'un Congrès mondial où la question de l'opposition dans le P.C. de l'U.R.S.S. et dans l'I.C. soit mise à l'ordre du jour.

La conséquence de cette mesure devrait être aussi la décision ferme de l'opposition de ne mener la discussion que dans le cadre de la plus stricte discipline et des voies régulières de l'organisation du Parti.

Le C.C. du P.C.B. n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer sur le fond du conflit.

Il le fera le plus vite possible lorsqu'il aura pu prendre connaissance des éléments essentiels.

Il considère néanmoins devoir adopter la présente résolution dans le but d'éviter une scission dans le P.C. de l'U.R.S.S., scission qui ne peut avoir que de très graves répercussions sur la situation en U.R.S.S. et le mouvement communiste des autres pays.

Le C.C. du P.C.B. en engageant une discussion saine sur les problèmes posés dans le P.C. de l'U.R.S.S. est fermement décidé à rester dans le cadre strict de la discipline du parti et de l'I.C. et se déclare prêt à appliquer rigoureusement la ligne et les décisions de son Internationale.

L'Humanité, naturellement, fidèle à ses méthodes de 1924, n'a pas soufflé mot de cette résolution d'un « parti frère ». Le contraire eût été singulier, de la part d'un journal descendu au niveau des pires exemples de la presse vénale.

rences falsifiées au « trotskisme ». Parmi les signataires, le pourcentage de transfuges d'autres partis est beaucoup moindre que dans les organes dirigeants de l'Internationale et du Parti russe.

La tentative d'exclure de l'Exécutif les camarades Trotsky et Vouiovitch est une violation tout aussi criante des statuts de l'I.C. que la non admission de Zinoviev aux séances. L'une et l'autre sont des expressions de faiblesse idéologique et d'arbitraire bureaucratique. L'une et l'autre expriment d'une façon plus éclatante encore la ligne de Staline contre le danger duquel Lénine mettait le Parti en garde dans son « testament ».

Au lieu de corriger les erreurs flagrantes de la direction, erreurs qui ont coûté très cher au Parti et au prolétariat mondial, Staline veut se débarrasser de ceux qui ont prévu ces erreurs et ont mis en garde contre elles. Le but immédiat de la non-admission de Zinoviev et des tentatives d'exclusion de Trotsky et de Vouiovitch est d'écarter du VI^e Congrès mondial toute critique. Par la suite, il doit être procédé à l'exclusion des opposants du Comité Central du parti russe afin qu'au XV^e Congrès aussi, préparé en conséquence, il n'y ait place pour la moindre voix critique.

De telles mesures indignes ne peuvent que détruire l'autorité du VI^e Congrès de l'I.C. Entre temps, la convocation du VI^e Congrès est brusquement remise, par décision d'hier de l'Exécutif, et sans discussion, à un an (quatre ans après le V^e Congrès). Le but de cet ajournement est de placer l'Internationale devant un fait accompli, surtout à l'égard de l'opposition, ne demandant de l'Internationale un « débat » qu'après coup. C'est à l'aide de cette méthode grossière et déloyale, selon l'expression même de Lénine, que l'on veut rendre impossible au Parti la rectification de sa ligne de conduite par des moyens normaux. Mais cela ne servira à rien. La rectification aura lieu. Seulement, l'I.C. et le prolétariat international devront la payer bien plus cher.

Dans l'attente de votre résolution, on prépare des répressions nouvelles et encore plus brutales. Votre résolution doit les consacrer. Mais les choses n'en seront pas avancées. La vérité est de notre côté. La période de secousses internationales dans laquelle nous entrons prouvera chaque jour davantage que c'est nous qui sommes dans le vrai, détruisant la tromperie et la duplicité.

Nous avons exposé notre point de vue dans les documents présentés par nous. Vous nous avez condamnés. Mais la classe ouvrière internationale a le droit de savoir pour quelles raisons. Cacher nos documents prouve que vous avez clairement conscience de votre impuissance. On peut cacher des articles, mais on ne peut pas cacher les faits. Vous aurez à revenir sur vos décisions. Nous préparons les lendemains. Nous sauvegardons l'avenir du bolchévisme révolutionnaire. Nous sommes plus que jamais convaincus, après cette réunion de l'Exécutif, que le bolchévisme révolutionnaire vaincra, car en dehors de lui, il n'y a que confusion, indécision, récidives de menchévisme et défaites.

*Vive la Troisième Internationale!
Vive le bolchévisme révolutionnaire!*

L. TROTSKY.

Bolchévisation imminente

A la suite de la décision du C.C. belge publiée ci-dessus, « Moscou » a décidé, comme il fallait s'y attendre, de rétablir l'ordre dans le petit parti communiste belge.

Un camarade bien informé nous écrit de Moscou, à ce sujet :

« Vous n'avez pas d'illusions, j'imagine, quant aux perspectives ouvertes devant le parti belge après sa résolution quasi-héroïque... On prend ici toutes les mesures nécessaires pour « bolchéviser » dare-dare ce dernier réduit de résistance. Tant pis si le Parti perd la moitié de ses membres. Qu'il s'estime même heureux de n'être pas traité comme le malheureux parti communiste chinois...

« Jacquemotte, digne pendant des Martynov, des Smeral, des Cachin et autres Thaelman, va recevoir du renfort. Déjà, I... (1) est sur place; De Bœck et Cœnen sont partis le rejoindre; E... et W... se préparent.

« Encore un parti qui va subir la saignée. Heureusement que, dans ce cas, on peut parler au sens figuré. On se console comme on peut, après avoir lu les dépêches de Canton ».

HOLLANDE

Démission de Roland-Holst

Henriette Roland-Holst, dont nous publions d'autre part une déclaration écrite à l'occasion du 10^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, n'a pu tenir plus longtemps dans le Parti communiste après l'exclusion de Trotsky. Elle a donné sa démission.

Le parti qui a le front de s'intituler communiste et se dégrade jusqu'à exclure un Trotsky, jusqu'à écœurer une Roland-Holst, individualités supérieures que tous les partis pouvaient nous envier, — ce parti-là a bien mérité de la bourgeoisie.

Voici en quels termes Henriette Roland-Holst a motivé son départ :

Les événements des derniers jours en Russie, où, après une campagne de plusieurs mois d'excitation contre l'opposition, les deux principaux chefs de celle-ci ont été exclus du Parti et leurs partisans écartés du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, dénotent le triomphe de l'étouffement et de la compression violente de la liberté d'opinion, non seulement dans le P.C. russe, mais aussi dans toute l'Internationale communiste.

L'exclusion de Trotsky, le chef dont le génie, joint à celui de Lénine, a mis la Russie des Soviets — pour autant que cela dépendit de quelques grandes personnalités — en état de tenir victorieusement tête, pendant les premières années de la Révolution, aux attaques de la réaction nationale et internationale, — cette exclusion doit remplir de dégoût et d'indignation, contre ceux qui ont commis ce méfait, tous les socialistes révolutionnaires dont l'esprit n'a pas été empoisonné et fourvoyé par la presse communiste.

(1) Nous supprimons les noms de camarades non-belges pour ne pas renseigner les curieux professionnels.

Pour des milliers d'ouvriers et de paysans dans le monde entier, Trotsky était le symbole vivant de l'héroïsme révolutionnaire des années 1917-1921. Son exclusion signifie le reniement de cet héroïsme. Se solidariser avec Trotsky et aussi avec ses camarades qui dans les derniers mois ont été poursuivis, jetés en prison ou réduits à la misère pour avoir manifesté leur conviction, c'est se séparer de l'Internationale communiste, l'organisation qui dans son ensemble couvre l'action de la fraction Staline-Boukharine.

L'acte de ceux qui, pour protester contre « l'application de la violence au parti même, contre l'étouffement du Parti et la désorganisation de l'avant-garde prolétarienne, non seulement en Russie, mais dans le monde entier » (comme l'a dit Trotsky dans son dernier discours au Comité Central) — quittent maintenant l'Internationale communiste, ne signifie nullement qu'ils s'identifient avec l'opposition russe au point de vue politique.

En réalité, cet acte est, en ce qui me concerne, le résultat d'une conviction lentement mûrie que, comme le dit encore Trotsky, la croyance « à la toute-puissance de la violence, même vis-à-vis de son propre parti », est destinée à devenir le caractère principal de la direction qui, après les derniers événements de Russie, sera imprimée à tous les partis de l'I.C.

La presse communiste officielle renseignera ses lecteurs plus unilatéralement que jamais. Les membres du Parti communiste auront moins que jamais l'occasion d'approfondir leurs convictions par un libre échange d'idées et d'opinions. L'étouffement moral, l'absence de choc et de confrontation des idées empêcheront tout développement intérieur des partis communistes. L'opportunisme démagogique ira de pair avec la rigidité dogmatique. Ce dogmatisme continuera à nier, en dépit des faits, l'existence d'une crise profonde, s'accroissant sans cesse, dans toutes les fractions du mouvement socialiste. Ce n'est plus que hors des cadres des partis communistes qu'on pourra chercher de nouvelles voies à la lutte de la classe ouvrière pour la délivrance de l'humanité.

Ces considérations m'amènent à renoncer à faire partie du P.C. hollandais.

H. ROLAND-HOLST.

Bloemendaal; 16 novembre 1927.

FRANCE

Un tract des « bordigistes »

Sous le titre : *Aux Camarades du Parti Communiste — Aux Ouvriers révolutionnaires*, les communistes italiens en France qui éprouvent le besoin de s'appeler « bordigistes » ont répandu un tract signé : « *Le Groupe des Communistes Intransigeants de Paris — Le Groupe d'Avant-Garde Communiste de Lyon* ».

Ces excellents camarades, qui ont un tempérament révolutionnaire et n'entendent pas se laisser domestiquer par la bureaucratie pseudo-léniniste, protestent contre la bolchévisation et contre les procédés policiers du Parti à l'égard de toute opposition. En quoi ils ont bien raison.

Mais c'est tout ce que nous avons pu dégager de leur texte. Le reste est, pour nous, incompréhensible.

Il y a bien, il est vrai, de grandes phrases dites « de gauche ». Mais le moindre raisonnement ferait mieux notre affaire.

Camarades, expliquez-vous clairement, si vous voulez que les ouvriers vous comprennent.

CERCLE COMMUNISTE MARX ET LÉNINE

(OPPOSITION COMMUNISTE FRANÇAISE)

La Révolution Russe est en danger

Travailleurs Révolutionnaires !

La Révolution Russe, la grande Révolution d'Octobre est en danger.

Dix ans après la prise du pouvoir par le prolétariat russe et la proclamation de la République des Soviets, que se passe-t-il ?

Les organisateurs de la victoire d'Octobre, les artisans du nouveau régime, les leaders éprouvés de la classe ouvrière sont traités en suspects, exclus du Parti Communiste, seul parti légal en Russie, et déjà pratiquement mis hors la loi.

L'élite de la classe ouvrière, baillonnée, brimée, traquée, est éliminée par étapes de son parti et chassée de ses usines.

Parmilliers, nos frères prolétaires révolutionnaires sont privés de travail, c'est-à-dire de pain. Les plus ardents sont déjà nombreux dans les prisons et dans les lieux de déportation sibériens.

Un Léon Trotsky, dont le nom est à jamais attaché à l'histoire glorieuse de l'émancipation du Travail, est depuis quatre ans couvert d'outrages et maintenant traité en contre-révolutionnaire.

Avec lui, les hommes les plus en vue du mouvement communiste : un Préobrajensky et un Sérébriakov, secrétaires du Parti à l'époque héroïque de la guerre civile; un Racovsky, ancien Président du Conseil des Commissaires du peuple d'Ukraine; un Piatakov, un W. M. Smirnov, économistes des plus éminents; un Karl Radek, l'homme de Spartacus en Allemagne pendant la guerre; un Beloborodov, Commissaire du Peuple à l'Intérieur; un I. N. Smirnov, Commissaire du Peuple aux Postes; un Smilga, un Charov, un Mouralov et tant d'autres, — tous ces révolutionnaires intègres sont exclus du Parti ou en passe de l'être.

Avec eux, des hommes comme Zinoviev et Kamenev, naguère investis des charges les plus hautes et des principales responsabilités du pouvoir soviétique, sont mis au ban du Parti et menacés des pires représailles.

Tous ces lutteurs du communisme, qui ont à des titres divers gagné la confiance de l'avant-garde ouvrière et joué un rôle essentiel dans la Révolution, vont être, demain, si le prolétariat européen ne proteste pas, jetés en prison.

Pourquoi ces mesures réactionnaires? En quel nom? A quel titre?

Depuis la mort de Lénine, le pouvoir a été progressivement accaparé par une clique de fonctionnaires, groupée autour de Staline. Cette clique représente essentiellement la caste bureaucratique, directement intéressée au maintien d'un régime pseudo-soviétique, n'ayant plus de soviétique que le nom.

Car les Soviets, depuis longtemps, ont cessé d'exister comme d'ailleurs les syndicats ouvriers et le Parti Communiste: il n'y a plus que des administrations et des bureaux, régnant sur la masse passive, fatiguée par les guerres et les privations.

Le prolétariat, qui a fait la Révolution et a consenti aux plus grands sacrifices, est privé de ses droits. Seuls, les paysans profiteurs de la loi agraire sont respectés, cependant que les paysans pauvres grossissent de jour en jour l'immense armée des sans-travail et des miséreux.

Où va la République des Soviets?

Les uns parlent de Thermidor, les autres de Brumaire. Ce qui est sûr, c'est que la dictature du prolétariat a fait place à la tyrannie d'une faction et que la Révolution devient de plus en plus étrangère au Socialisme, au Communisme.

Travailleurs Révolutionnaires !

La Révolution Russe est votre révolution, notre révolution. Aux heures tragiques de la guerre et de l'intervention armée des Etats capitalistes, vous lui avez témoigné votre sympathie fervente, votre solidarité.

Aujourd'hui encore, la Révolution Russe a besoin de vous. Manifestez votre opinion dans vos organisations de classe. Prenez la parole, surtout si vos fonctionnaires vous la refusent! Exigez des informations sur la répression du mouvement révolutionnaire en Russie! Réclamez une enquête et des débats contradictoires!

Militants honnêtes du Parti et des Jeunesses Communistes, des Syndicats, de l'A.R.A.C., ressaisissez-vous, sortez de votre apathie, demandez des comptes, renseignez-vous et faites entendre à Moscou votre cri d'alarme!

Vive la République des Soviets!

A bas la tyrannie des factions!

Vive le Communisme International!

Pour le « Cercle Communiste Marx et Lénine »,
La Commission exécutive :

ADLER, AUCOUTURIER, ALBRESPIY, BARAT, MARTHE
BIGOT, GARSOT, GOURGET, LACHASTRE, MAILLAND,
SARAH MENANT, LUCIEN SABLÉ, BORIS SOUVARINE.

Notre affiche

Le Cercle Communiste Marx et Lénine a placardé, à l'intention des ouvriers révolutionnaires, une affiche, ci-dessus reproduite, destinée à attirer l'attention sur les dangers que court la Révolution russe.

Naturellement, tout appel public dépasse le cercle de ceux qu'il veut atteindre et l'adversaire de classe peut y faire écho. La responsabilité en incombe entièrement aux responsables de la situation russe actuelle, à la faction dont nous avons dénoncé la tyrannie étrangère à la dictature du prolétariat.

Ce qui est vrai de l'affiche l'est aussi de tout document versé, de quelque manière que ce soit, dans le domaine public. L'opposition russe, en répandant un texte dactylographié, ne peut ignorer qu'il sera imprimé peu après, donc mis à la disposition de tous.

Notre affiche a mis en lumière exclusivement le régime d'oppression imposé aux classes laborieuses de Russie. C'est le point sur lequel nous sommes presque entièrement d'accord avec l'opposition russe (« presse », parce que nous prétendons aller plus loin qu'elle, à ce propos).

L'affiche a incontestablement produit grand effet sur les milliers d'ouvriers qui l'ont lue. Pour la première fois depuis trois ans, nous avons touché une certaine « masse ». Les grossièretés et les injures de l'Humanité montrent que le coup a porté, et bien porté.

Actes et Paroles

« Professeur soviétique »

M. Léon Térémine, citoyen russe, a inventé un appareil émetteur d'ondes musicales et a fait la démonstration de son admirable découverte à Berlin, à Paris et à Londres.

Les invraisemblables rédacteurs de l'*Humanité* ne pouvaient manquer une si belle occasion de donner leur mesure. Ils se sont empressés d'appeler Térémine « professeur soviétique » (sic) et d'écrire des choses de ce genre (8 décembre) :

« Et cette magnifique invention nous vient de Russie Rouge ! L'inventeur, aidé par le gouvernement des Soviets, citoyen soviétique, a pu réaliser cela dans cette République ouvrière et paysanne où se crée le monde nouveau ! Une fois de plus, voici réduites à néant les accusations de « barbarie ».

Naturellement, M. Térémine n'a rien de commun avec le communisme, et personne n'est en droit de l'exiger, et son invention est absolument étrangère au régime politique de son pays, en faveur duquel l'inventeur n'a d'ailleurs pas prononcé un seul mot.

Il n'est pas au pouvoir de Staline, heureusement, d'empêcher les savants d'inventer, les artistes de peindre, les écrivains d'écrire. L'*Humanité*, depuis bientôt quatre années, se permet de classer dans le bolchévisme, ou dans le soviétisme, tous les Russes considérés, à tort ou à raison, comme éminents dans leur art ou dans leur science. Tour à tour, Chaliapine, Stanislavsky, Taïrof, Pilniak, Térémine sont inscrits à l'actif des « Soviets » (sic).

Autant d'affirmations, autant de mensonges. Ceux-ci sont maintenant indénombrables.

Encore de l'argent

Les insatiables budgétivores de la bolchévisation engloutissent avec célérité subventions, souscriptions et cotisations. Les voici qui demandent, à l'occasion des élections, 3 millions aux travailleurs, aux pauvres, pour entretenir leur bureaucratie parasite.

Or, depuis le Congrès de Lyon (janvier 1924), ces imposteurs n'ont pas rendu le moindre compte au Parti. Les militants ne sont bons qu'à payer, — et à se faire exclure dès qu'ils se croient permis de parler.

Dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, il a toujours été de tradition, pour les dirigeants, de soumettre leur gestion au contrôle d'organes réguliers élus, dans lesquels entraient, pour ainsi dire par définition, les opposants. Mais depuis quatre ans, depuis la bolchévisation, le contrôle, la reddition des comptes, sont abolis.

L'immoralité politique et la corruption sont inséparables. Nous avons dénoncé l'une et l'autre. Notre voix est enfin entendue puisque l'*Humanité* du 16 novembre annonçait, pour rassurer les souscripteurs, la nomination de quatre contrôleurs

provisaires et promettait la désignation, en janvier, d'une « grande commission composée d'ouvriers et de paysans » (sic) « en vue d'ajouter (sic) son contrôle collectif » à celui des autres.

Personne ne sera dupe de cette double comédie. Contrôleurs, ceux-là mêmes qui ont, pendant quatre ans, détourné à leurs fins personnelles les deniers des travailleurs et instauré dans le Parti la vénalité comme règle, la corruption comme système ?

Si l'hypocrisie est un hommage rendu par le vice à la vertu, cette parodie de contrôle est un premier hommage rendu par l'immoralité à l'honnêteté. Mais nul ouvrier conscient ne pourra s'en contenter.

Toujours les fascistes

Le 3 novembre, par 264 voix contre 221, la Chambre a ordonné la libération des députés dits « communistes », incarcérés à la faveur des vacances parlementaires.

La majorité se composait, naturellement, de socialistes, radicaux et républicains socialistes.

Précisément ceux-là mêmes que les thèses (!) et autres élucubrations du parti ci-devant communiste traitent de fascistes.

Il est avec ce fascisme des accommodements.

Les frères Vouyovitch

Depuis plusieurs mois, un des meilleurs militants de la jeunesse communiste internationale, Radomir Vouyovitch, est emprisonné et maltraité par les sauvages de la police yougoslave.

Sans doute ne doit-il qu'à la protestation de la presse démocratique et socialiste européenne, surtout française, d'avoir la vie sauve. Encore n'est-on pas sûr de le voir un jour sortir vivant des mains de ses geôliers.

Le frère de Rada — ainsi l'appelions-nous entre amis — Grégor, vient d'être arrêté à son tour. La police yougoslave s'acharne sur les fils du forgeron de Pojarevatz.

Cependant que le troisième frère Vouyovitch, en Russie soviétique, est traité en contre-révolutionnaire par les mameluks de Staline.

Il y a une grande leçon à tirer du sort des frères Vouyovitch.

Trahison

Le gouvernement soviétique a décidé, le 30 octobre, de participer à la conférence du désarmement convoquée par la Société des Nations et fixée au 30 novembre.

Nous n'y voyons pas d'inconvénient, au contraire, si les délégués russes s'y conduisent en représentants du prolétariat et non comme des politiciens de clique.

Mais si c'était nous qui avons suggéré cette participation, est-ce que les politbureaux, orgbureaux, agit-prop. et autres institutions de même espèce n'eussent pas crié à la trahison ?

« Mots d'ordre »

Il est inutile de penser, de raisonner, d'analyser, de discuter : pour les bolchévisateurs et les bolchévisés, il suffit de « mots d'ordre ». La première idée baroque qui vient à l'esprit d'un niais ou d'une brute « dans la ligne » peut servir de mot d'ordre.

Quiconque a une objection à élever contre ces produits du néo-léninisme est un contre-révolutionnaire, bon à la déportation en Sibérie.

Il faudra dresser le catalogue des mots d'ordre élucubrés depuis la bolchévisation. La valeur intellectuelle et morale des néo-léninistes s'y reflète on ne peut mieux. En attendant, épinglons une de leurs dernières trouvailles : le boycott de l'Amérique.

L'*Humanité* du 10 août publiait ces « mots d'ordre » de la C.G.T.U. :

« 1. Boycott par les consommateurs de tous produits, denrées, marchandises d'importation américaine et des produits de fabrication américaine manufacturés en France ;

« 2. Par les organisations de marins, dockers, cheminots, boycott du transport de ces produits ;

« 3. Assimilés comme tels, les représentants de la ploutocratie yankee et tout particulièrement de l'Américan Legion ;

« 4. Boycott de toute représentation, spectacle, attraction d'origine américaine.

« Ces mots d'ordre sont la suite normale de la grève de protestation d'avant-hier. La C.G.T.U. compte, pour l'application des mesures qui doivent atteindre efficacement la ploutocratie américaine, sur la même discipline qui a assuré le succès de la grève générale du 8 août ».

D'après cette idée géniale, la Russie soviétique aurait dû rompre avec la Standard Oil, sa cliente, et avec Ford, son fournisseur...

On serait curieux de savoir, d'après les auteurs de ces « mots d'ordre », les résultats de ces « mesures qui doivent atteindre efficacement la ploutocratie américaine ».

« Sans parti »

Les pseudo communistes ne doutent de rien et croient pouvoir user avec succès des trucs les plus éventés. Un des derniers en date est le coup des « sans parti ».

Comme par enchantement, il est né en France, subitement, des groupes de « sans parti » ; comme par hasard, ces groupes sont d'accord avec la bande néo-léniniste ; comme par accident, ils s'adressent aux socialistes pour leur faire assavoir l'opinion des larges masses, étonnamment conforme aux décisions de « l'agit-prop »...

Encore une idée de génie qui aboutit à une rigolade.

Après les « comités des usagers », les « comités d'unité prolétarienne », les « amis de l'unité » et autres inventions du même genre, les groupes de sans-partis... Les nullités du Bureau Politique, qui s'essouffent à copier les camouflages de Russie, n'ont vraiment pas de chance.

Livres et Revues

H. BARBUSSE : *Jésus*. — *Les Judas de Jésus* (Flammarion, Editeur, Paris).

E. DUJARDIN : *Le Dieu Jésus* (Albert Messein, Editeur, Paris).

Dans ces trois livres, on trouve abordé le problème du rapport du Christianisme au mouvement révolutionnaire. Mais tandis que M. Ed. Dujardin ne le prend qu'indirectement et le renvoie à un autre ouvrage (*L'Appel du Monde* — recherches sur l'instauration du Christianisme dans le monde antique et sur la révolution — à paraître), il fait le centre des préoccupations d'Henri Barbusse dans *Jésus*, sorte de roman poétique dont *Les Judas de Jésus* sont destinés à nous fournir la clef théorique. Jésus fut un révolutionnaire authentique dont les diverses confessions chrétiennes nous masquent depuis vingt siècles le rôle véritable : telle est la thèse de Barbusse. La question de l'historicité ou de la non-historicité du personnage de Jésus n'a pas d'intérêt scientifique : Jésus n'est pas un homme transformé en Dieu, mais un dieu parmi les dieux dont le culte s'est formé dans une atmosphère précédemment religieuse. Le Christianisme étant une religion et la religion étant la réalité sociale par excellence, l'avènement du Christianisme constitue un phénomène révolutionnaire en dehors de toute question sur le rôle joué par l'homme Jésus qui n'a pas plus d'importance dans le Christianisme que le pain et le vin pris dans leur réalité matérielle n'ont d'importance dans le sacrifice de la communion, telle est la thèse de M. Ed. Dujardin qu'il oppose expressément à celle de Barbusse.

Bien qu'à des degrés divers, nous ne croyons pas que ni l'une ni l'autre de ces thèses puissent être acceptées. L'ouvrage de M. Ed. Dujardin présente un intérêt scientifique incontestable. En gros, son principe de méthode est parfaitement acceptable : on ne saurait rendre compte d'un phénomène social scientifiquement étudiable comme le Christianisme par un phénomène individuel, l'homme Jésus, sur lequel l'histoire scientifique ne saurait apporter aucune espèce de témoignage sérieux. Faire du Christianisme la conservation fidèle de l'histoire de l'homme Jésus, ce qui est la thèse de l'orthodoxie chrétienne, ou sa falsification par les prêtres ce qui est la thèse de Barbusse, c'est dans les deux cas expliquer le clair par l'obscur et la grandeur des effets par la petitesse des causes, ce qui est radicalement anti-scientifique. L'application que M. Dujardin fait de sa méthode est également intéressante. La naissance du Christianisme n'apparaît pas comme une naissance à proprement parler, mais comme la renaissance d'un très ancien culte caractérisé par le rite sacrificiel sous les espèces de la crucifixion. Ce serait donc un phénomène analogue à celui que les Anglais appellent « revival ».

Malheureusement, M. Dujardin croit nécessaire d'encombrer son intéressant travail scientifique des postulats de la métaphysique idéaliste de l'école sociologique française et de son maître Durkheim. Sa pensée est beaucoup plus complexe que le principe de méthode que nous avons exposé plus haut. Pour M. Dujardin le phénomène religieux est le phénomène social par excellence et pour étudier convenablement la mentalité religieuse, il faut la respecter dans son originalité propre et par conséquent se faire soi-même une mentalité religieuse. Il y a une réalité religieuse qui est la réalité sociale et comme la réalité religieuse dans l'esprit des croyants est tout entière spirituelle, il faut dire également que la réalité sociale est toute entière spirituelle. En conséquence M. Dujardin étudie la réalité sociale dans l'esprit des mystères religieux et il transforme les réalités sociales en mystères religieux. C'est

ainsi que la révolution sociale devient pour lui le mystère religieux du Dieu social qui meurt pour sauver ses membres et renaître purifié.

Le principe de cette méthode est vicié à la base car il n'est pas plus vrai que l'historien des religions doive se faire un esprit religieux pour mieux respecter la spécificité de l'objet de son étude, qu'il n'est vrai que le médecin doit être lui-même malade pour connaître les maladies de ses clients ou que le physicien doit se brûler les doigts pour connaître la chaleur. Le sentiment que le malade éprouve de son état n'a rien de commun avec la représentation scientifique que le médecin a du cours de cette maladie. Les équations de la thermo-dynamique n'ont rien de commun avec les sentiments de chaud et de froid. On peut comprendre également que la connaissance scientifique de la religion n'ait rien à avoir de commun avec le sentiment religieux.

Montrer que le sentiment religieux ne répond pas à des objets réels en dehors de nous, qu'il est l'équivalent d'une hallucination, ce n'est pas lui ôter toute spécificité et toute réalité, car une hallucination est un phénomène objectif qui peut être étudié scientifiquement. L'hallucination religieuse qui est celle d'un autre monde opposé au monde réel est comparable aux hallucinations qu'engendrent les désirs non satisfaits. Ainsi le royaume des cieux est l'hallucination des classes pauvres. C'est avec une psychologie très sûre qui devance sous certains rapports celle de Freud (en mettant l'accent sur le désir économique social et non sur le désir sexuel) que Marx et Engels, à la suite de Feuerbach, ont compris l'essence de ces systèmes d'hallucinations collectives que forment les religions. L'hallucination religieuse n'est pas définie par eux négativement comme perception fautive, mais positivement dans son rapport avec le système des classes et les contradictions qu'il engendre entre les besoins des hommes et leur satisfaction. Tandis que la sociologie française, qui prend la religion comme caractéristique du phénomène social, explique la réalité sociale par les mystères religieux, la sociologie marxiste explique les mystères religieux par la réalité sociale dont le système économique devient la caractéristique. Il y a opposition radicale entre les méthodes, l'une idéaliste, mettant l'accent sur les représentations religieuses, l'autre matérialiste, mettant l'accent sur les besoins économiques des hommes.

Quelle que soit la sympathie qu'éprouve M. Dujardin pour les révolutionnaires, puisque son livre est dédié à la mémoire de Lénine, ils ne sauraient admettre une transposition de leur activité qui la leur ferait apparaître comme un mystère religieux, puisque leur fonction est précisément de mettre fin à une situation sociale qui a besoin d'hallucinations de ce genre pour se perpétuer.

On ne saurait juger les *Judas de Jésus* de la même façon que *Le Dieu Jésus*. Le « Jésusisme » (sic) que nous présente Barbusse est aussi peu sérieux comme interprétation scientifique du christianisme que comme théorie révolutionnaire. Le moins qu'on puisse dire de plaisanteries d'aussi mauvais goût, c'est qu'elles sont caractéristiques de l'affaiblissement du niveau idéologique, de l'indifférence profonde pour tout ce qui n'est pas politicaille au jour le jour qui sont parmi les stigmates, hélas trop nombreux, du P. C. français. On sait que le Bureau politique a trouvé moyen de condamner expressément la seule protestation marxiste qui se soit élevée à propos de *Jésus* et que des placards de *l'Humanité* ont présenté *Les Judas de Jésus* comme « la doctrine communiste » (1). Il a fallu attendre la protestation des athées marxistes russes pour que les *Cahiers du Bolchévisme* avec leur servilité coutumière brûlent ce qu'ils avaient adoré, car le Parti russe a tous les droits sur les partis occidentaux, mais les membres des partis occidentaux n'ont aucun droit de pensée marxiste dans leur propre Parti. On sait que la nouvelle méthode d'exégèse biblique inventée par Barbusse consiste à interpréter les textes de l'évangile à l'aide des mots d'ordre du P.C.F., de telle sorte que le « Jésusisme », c'est-à-dire l'Évangile interprété par ce nouveau docteur

de la foi, devienne la doctrine officielle à défaut du marxisme qu'un chacun ignore totalement et ne demande pas mieux de continuer à ignorer. Jésus léniniste 100 %, désavouant Saint-Paul social-traître, prêchant le grand soir sous les espèces de la fin du monde, reconnaissant que l'on n'a pas encore achevé la construction du socialisme puisque le royaume des cieux n'est pas de ce monde, Jésus qui n'est pas un vulgaire *amar* et qui rend à César ce qu'il faut rendre à César en payant l'impôt, Jésus qui rend à Dieu ce qui appartient à Dieu puisqu'il prépare la Révolution. Il ne manque vraiment plus que Jésus lisant le... rapport moral sur le mont des oliviers et condamnant l'opposition pour que ce soit complet.

Le plus drôle, c'est que dans une première partie assez convenablement informée, Barbusse reconnaît que l'on n'a aucun document historique sérieux sur le personnage de Jésus. Mais Barbusse est un homme qui a la foi : « il croit que quelqu'un a passé », et comme chacun sait, la foi donne des lumières aux mystiques sur ce que la tourbe vulgaire des hommes de science continuent à ignorer et avouent humblement qu'ils ignorent.

Néanmoins, les deux livres de Barbusse sont significatifs : la tentative d'instaurer le « Jésusisme » comme doctrine du P. C. F. reflète assez bien un état de fait où le mouvement révolutionnaire apparaît de plus en plus dérivé vers une sorte de rêve religieux où, toute discussion étant abolie à la base, les croyances plutôt que ses raisons l'emportent, où l'énergie révolutionnaire ne le retrempe plus que dans l'exaltation extatique des meetings qui deviennent une sorte de rite. Il est normal que dans une semblable période, l'idée vienne de comparer l'esprit révolutionnaire à la foi religieuse. Le réveil sera dur pour le prolétariat révolutionnaire, nourri d'illusions par des chefs indignes ou inconscients, quand il comprendra que c'est à lui seul de faire son salut et qu'il n'a plus rien à espérer d'ailleurs : « Exiger que l'on renonce à des illusions, c'est exiger que l'on renonce à une situation qui a besoin d'illusions » (Marx.)

A. PATRI.

AVIS

Nous n'avons plus de numéros 16-17 et 18-19 du *Bulletin*. Il est inutile de s'adresser à nous pour s'en procurer. Seule, la *Librairie du Travail* en a encore quelques-uns ; elle les vend au prix marqué.

Il nous reste une cinquantaine de n° 20-21. Nous ne pouvons les envoyer aux camarades qui demandent des « bouillons » pour la propagande. Notre tirage est strictement limité ; tous les exemplaires sont à vendre. Pour la propagande, nous avons tiré et tirerons, dans la mesure de nos moyens, des *Suppléments* sur 2 et 4 pages.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro-double : 3 francs

ABONNEMENTS :	France	Etranger
1 an.....	15 fr.	18 fr.

Adresser toute la correspondance à BORIS SOUVARINE, 96, quai de Jemmapes, Paris (X^e).

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE MADELAINE & RAYNARD
La Roche-sur-Yon (Vendée)